

# LES TRANSFORMATIONS POST-SOCIALISTES DANS L'AGRICULTURE ALBANAISE

Juliette Tendjoukian

La fin des systèmes socialistes a entraîné une réflexion sur le passage du socialisme au capitalisme, sur la Transition entre ces deux états, le but étant une économie de marché sans adjectif (Chavance 1994). Le passage d'un équilibre à un autre est ainsi l'objet d'étude principal des pays de l'Est, les deux états étant connus et identifiés.

Or, 15 ans après les premières réformes, l'évolution des économies des pays de l'Est renforcent l'idée de l'existence d'une variété des capitalismes (Chavance, Magnin, Motamed-Nejab and Sapir 1999). Le capitalisme et le socialisme ne peuvent plus être perçus comme deux termes recouvrant des réalités s'opposant radicalement. En effet, suivant le degré d'abstraction retenu, les critères habituellement évoqués de l'antinomie entre ces deux notions, comme la nature des relations de financement, production, consommation et circulation des biens ou les caractéristiques de l'idéologie dominante et du système politique qui y sont liées, peuvent au contraire renforcer l'argumentation en faveur d'un rapprochement entre les deux notions. Ainsi, la planification est elle présente dans les deux systèmes, comme la propriété et les services publics (Motamed-Nejab 1999). Les deux notions ne sont pas des antithèses l'une de l'autre, les deux pouvant être qualifiés de système marchand : le salariat permettant les rapports marchands, il implique la monnaie comme contrepartie du travail et comme moyen de transaction, les salariés étant séparés de leur production. Ainsi, les rapports marchands, monétaires et salariaux ne sont pas des critères de distinction entre les deux systèmes (Motamed-Nejab 1999), même si leurs institutionnalisations sont différentes et sont portées par des idéologies distinctes. En effet, les relations marchandes peuvent prendre différentes formes, s'inscrivent dans des structures différentes, elles-mêmes encadrées dans des relations sociales et des rapports de pouvoirs qui les différencient les unes des autres (Bourdieu 2000; Granovetter 2005).

Il ne s'agit pas de tenter de comprendre comment a évolué l'économie albanaise depuis 1990 en mesurant ses transformations à l'aune du modèle de l'économie de marché, modèle du reste très théorique et sans réalité uniforme entre les pays dits capitalistes, mais d'analyser les transformations économiques et sociales en identifiant les structures marchandes présentes sous le socialisme puis en étudiant leurs transformations. Trois moments peuvent être isolés dans ce but : la production, la circulation et la consommation des biens. Pour chacun de ses moments des échanges marchands ont lieu, il s'agit ici de réussir à les identifier pour ensuite comprendre quels rapports de forces sont en jeu, quelles contraintes pèsent sur les marges de décisions et d'actions des acteurs et comment se maintient ce cadre de contraintes, comment il se perpétue et comment il évolue, pour comprendre les transformations des relations économiques depuis 1990.

Les facteurs à prendre en compte sont ainsi exogènes : quelles nouvelles contraintes sont imposées de l'extérieur, comment, par qui, mais également endogènes : quels sont les évolutions des stratégies des acteurs, comment se sont-ils appropriés ces nouvelles contraintes, sont-ils mis à l'écart de certaines relations marchandes, et si oui, comment réagissent-ils ? Plus précisément, il faut prendre en compte les injonctions venues du cadre macroéconomique, comme la collectivisation sous le socialisme, ou les politiques agricoles depuis 1990, déterminer leur but, leur origine, si par exemple elles ont été inspirées par des

organisations internationales, pour comprendre comment au niveau micro économique, en fonction des conditions sur le terrain, elles ont été adaptées, intégrées dans des rapports sociaux préexistants pour créer de nouveaux rapports marchands.

Ici cette analyse sera cantonnée à l'agriculture albanaise. Celle-ci a en effet subi de grandes transformations dans sa production/distribution/consommation des biens, avec une collectivisation presque totale sous la période socialiste. C'est également dans le monde rural que les changements ont été les plus rapides et les plus importants au début de la transition. Certes, la réalité rurale albanaise est très diverse selon les régions du pays, entre les plaines du centre, la proximité de la Grèce dans le Sud et les montagnes du Nord, mais elle évolue dans un cadre macro économique identique, ce qui permet de mettre en relief l'importance des conditions de départ et les stratégies choisies.

La dynamique économique albanaise est ainsi le fruit de relations interpersonnelles des individus en fonction de leurs marges décisionnelles (Elias 1997). Ces marges sont elles-mêmes bornées par des contraintes économiques et sociales. Les acteurs ont ainsi un potentiel d'action selon leur place et fonction dans la société, leur décision impactant les niveaux micro, intermédiaire ou macro selon ces places et fonctions. Ces marges décisionnelles déterminent pour chaque individu les possibles actions économiques à entreprendre. Elles varient en fonction de la perception des acteurs du travail, du marché, de la propriété, de l'Etat (et de ses représentants locaux et nationaux) et de l'importance accordée ou non à certaines normes sociales. Ces marges évoluent donc en fonction de l'évolution de ces perceptions et des évolutions de la dynamique de la sphère économique. En effet, les évolutions de la sphère économique modifient les perceptions des acteurs, ce qui modifie indirectement leurs marges décisionnelles.

Le secteur agricole albanais est donc étudié en tenant compte de l'encastrement de l'économie agricole albanaise dans le cadre plus large de la société rurale. Il sera donc ainsi possible d'inclure dans l'analyse des facteurs sociologiques, anthropologiques et historiques, notamment dans les éléments de la prise de décisions économiques et plus largement dans les relations interpersonnelles ayant un impact sur les résultats économiques agricoles.

Ainsi il s'agira de déterminer les rapports marchands sous le socialisme, en évoquant pour ce faire la période présocialiste (section 1), pour observer ensuite ces rapports marchands pendant les bouleversements brutaux de 1990-1992, en tenant compte également du rôle du monde rural dans ces changements politiques et économiques (section 2). A partir des transformations du cadre de contraintes des rapports sociaux pendant ces deux périodes, il sera possible de comprendre les évolutions économiques de l'agriculture albanaise depuis 1990 (section 3).

## **Section 1 : L'isolation albanaise sous la période socialiste**

Le socialisme en Albanie s'installe dans un Etat jeune, sans expérience démocratique et sans expérience économique uniforme : la monarchie de l'entre deux guerres ne s'est pas imposée partout, et aucune organisation économique n'a été décidée et mise en place à une échelle nationale. Le socialisme va être en fait la première période où une politique va être décidée et appliquée à l'échelle de la Nation, cette politique s'appuyant sur une idéologie nationaliste. Cette idéologie va pour la première fois développer un sentiment national, alors que jusqu'alors prévalait un sentiment d'appartenance à une communauté albanaise ; une identité nationale va se mettre en place à côté, ou à la place de l'identité albanaise. Cette construction nationale va permettre l'autocontrainte des Albanais pendant cette période, mais va également avoir pour conséquence un rejet de la structure étatique à la chute du

communisme, l'Etat étant associé mentalement avec le Socialisme. Par conséquent, les structures économiques de la période ne vont pas être mobilisées pour lutter contre les importantes pénuries de la fin des années 1980 et au début des années 1990, contrairement à d'autres pays de l'Est, et le monde rural va aller jusqu'à se tourner vers des références présocialistes dans certaines régions, références qu'il va adapter, transformer et faire évoluer. La structure et les relations marchandes du secteur agricole albanais présocialistes ont ainsi une grande part dans la formation des relations actuelles entre les paysans et leurs terres. Dans un premier temps, il s'agit donc de prendre en compte cette période présocialiste (1), afin de comprendre les bases sur lesquelles s'est installé le socialisme (2).

### ***1 La période présocialiste : des conditions de départ hétérogènes selon les régions***

Avant la Seconde Guerre mondiale, deux périodes peuvent être soulignées : la domination ottomane et la brève indépendance de l'entre deux guerres. Reste que dans la réalité quotidienne des paysans albanais, la différence de relations économiques est peu marquée entre les deux périodes : en 1922, 90% des albanais sont ruraux (Caselli and Grid 2003), 78,7% en 1945 (Civici 1997a), 40% des paysans albanais vivent dans des conditions proches du métayage ; mais la seconde période est celle d'une indépendance formelle, avec pour la première fois des décisions centralisées pour le territoire albanais et des tentatives de réformes du secteur le plus important de l'économie albanaise : en 1938, 93% de la production albanaise provient du secteur agricole (Economist Intelligence Unit 1990).

#### **a/ Un monde rural fortement marqué par la domination ottomane**

Sur le terrain, les disparités sont grandes entre les organisations rurales du Nord, du Centre et du Sud. En effet, pendant la période ottomane, le territoire actuel de l'Etat albanais est réparti sur quatre vilayets et ces vilayets connaissent ainsi des influences divergentes, le Sud s'hellénisant davantage que le Nord, celui-ci restant plus traditionnel. Ce découpage correspond également aux disparités géographiques du pays : les montagnes du Nord, les plaines du Centre et les collines du Sud.

Dans le nord, les villages sont généralement composés exclusivement de petits exploitants propriétaires de leurs terres. Les terrains sont difficiles d'accès dans cette région montagneuse. L'habitat est dispersé, les maisons se trouvant au centre des zones de cultures. A part le tribut que doivent payer les villages à la Porte et l'obligation du service militaire pour certains d'entre eux, l'influence ottomane est limitée et jusqu'à la seconde guerre mondiale, l'application du Kanun, sorte de code traditionnel oral, permet le règlement de certains conflits, notamment de limites de terrain et autres violations de contrat (Gellçi 2005). La production agricole est tournée vers l'autosubsistance, avec un mode de production très simple et peu de rendements. Le maïs et le blé sont essentiellement cultivés, et le quotidien est assuré par divers légumes, fruits et produits de la basse cour. Les labours sont effectués par les hommes ou les ânes, et le lait de la chèvre permet de préparer une sorte de yaourt. Les échanges sont limités, et le commerce avec les Autrichiens domine, notamment dans la ville de Shkodra, pour écouler les peaux et les laines et se munir de ce qu'on ne peut produire. Ces liens sont cultivés grâce notamment à la présence de catholiques dans les Mirdites. La circulation des biens produits reste majoritairement localisée et une grande partie se fait sous forme de trocs entre les familles, notamment pour l'obtention de semences.

Dans le Sud et le Centre, la propriété foncière est dominée par les çiftliks jusqu'à la seconde guerre mondiale, c'est-à-dire de grandes propriétés foncières recouvrant souvent plusieurs villages, souvent possédées par des Beys absentéistes (Civici 1997a; Hemel 2000). Ces çiftliks cohabitent avec des villages dans lesquels une à trois familles possèdent des

terrains importants, à côté de nombreux de petits propriétaires. Dans le centre du pays, les paysans et les Beys sont de la même religion et les premiers ne donnent souvent qu'un tiers de la récolte au Bey (si celui-ci est riche, sinon c'est la moitié de la récolte). Ils possèdent leur maison et sont souvent propriétaires de terrains agricoles qu'ils louent pour s'occuper des terres du Bey. Dans le Sud du pays, les Bey sont musulmans et les paysans orthodoxes et la féodalité est moins atténuée : la plupart du temps le paysan donne la moitié de sa récolte au Bey. Si le Bey est suffisamment riche, il a un régisseur, sinon il s'occupe lui-même de ses terres et de la vente de ses produits : maïs, riz, avoine, orge... mais aussi des produits d'élevage comme les peaux et la laine. Parfois les pâturages sont simplement loués aux paysans. A côté d'une production de subsistance pour les petits paysans et les journaliers, les produits agricoles et d'élevage sont envoyés en Italie, à travers les ports de Durrës et de Vlora, siège d'une importante communauté de commerçants italiens, ce port étant un lieu de cabotage.

Que ce soit dans le Nord, sous forme de petites exploitations, ou dans le Centre et le Sud, avec les grandes latifundia, les rapports marchands sont de types préindustriels, limités localement, l'accès au marché étant de toute façon un véritable problème pour la plupart des agriculteurs en l'absence de réseau de communication par route ou chemin de fer. Des rapports de forces de type féodaux contraignent ces relations, les marges de décisions des paysans étant fortement limitées, dans le Nord par des contraintes de types géographiques et économiques : peu de moyens de produire davantage que le minimum de survie, peu de savoir faire, d'accès aux nouvelles techniques à cause de leur isolation et leur situation géopolitique de tampon entre l'Empire ottoman et l'Occident. Dans le Centre et le Sud, le Bey domine les rapports marchands, les contraintes étant davantage de nature politique et sociale.

#### **b/ Une société rurale semi-féodale conservatrice**

L'agriculture de cette époque est donc basée sur un travail essentiellement familial, avec des échanges majoritairement locaux. Cette agriculture traditionnelle permet l'autosubsistance des ruraux, mais pas le développement des villes. Les dynamiques économiques et les rapports marchands sont essentiellement contenus dans des cadres géographiques restreints, que ce soit pour la circulation des savoir faire, la fourniture des biens de consommation quotidienne et des intrants de la production ou son écoulement. La production agricole ne permet pas de nourrir la population et en 1937 25% du maïs et 11 % du blé sont importés. En 1938, les produits alimentaires représentent 23% des importations totales, et la majorité des exports est composée de produits agricoles, notamment de l'huile d'olive et des produits d'élevage (Sjöberg 1991b). Pendant cette période, l'artisanat et les produits de la forêt sont restés marginaux. Le cadre politique jeune (le pays a obtenu son indépendance en 1912, mais elle ne sera effective qu'en 1920) renforce ces dynamiques locales auxquelles il ne peut opposer de politique macroéconomique efficace.

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, les structures agricoles vont peu évoluer, même si deux réformes foncières vont être entreprises. Tout d'abord en 1924, sous la direction de Fan Noli, mais la faiblesse de son soutien politique l'empêche de conserver le pouvoir suffisamment longtemps pour appliquer des réformes foncières par ailleurs fortement contestées par les beys. Fin 1928, une seconde tentative de réforme foncière est entreprise par le roi Zog. Le 13 avril 1930, la loi sur la réforme agraire entreprend donc la redistribution des terres au-delà des 40 hectares (plus 5 hectares de terres cultivées et 10 hectares de pâtures pour l'épouse du propriétaire et chacun de ses enfants) que chaque propriétaire peut garder. Cette mesure, accompagnée d'autres incitations, devait permettre la modernisation et le développement agricole. Cette réforme n'a en fait concerné que 6 375 ha, provenant majoritairement des terres de l'Etat, alloués à 1 905 familles, soit 8 763 personnes, dont la plupart sont des réfugiés politiques du Kosovo ou des sans terre (Sjöberg 1991b).

Néanmoins, l'agriculture fait des progrès dans les années 30 et 40 : des écoles d'agriculture sont créées, l'éducation est étendue dans les campagnes, un service vétérinaire est établi permettant le recul de la malaria dans les plaines. Cette extension des terres arables et la paix suivant le retrait des forces ottomanes permet la descente des habitants des montagnes dans des régions plus fertiles mais autrefois malsaines et donc le passage de l'élevage à la culture céréalière (Sjöberg 1991b).

Avant la Seconde guerre mondiale, la dynamique du monde rural est donc essentiellement locale, et basée sur l'auto-développement et l'autosubsistance. Cette dynamique s'auto-entretient et s'auto-reproduit, l'évolution technique et économique étant très lente et inégale selon les régions.

## ***2 Le paradoxe du socialisme albanais : le renforcement du rôle du lopin familial dans un contexte de concentration des coopératives***

Alors que jusqu'à la seconde guerre mondiale les contraintes et la pression de l'Etat étaient très variables selon les régions, certaines n'ayant que très peu de liens avec le gouvernement central, le socialisme va imposer une politique centrale sur l'ensemble du territoire albanais et aucun village ne pourra s'y soustraire. Néanmoins, à cause des disparités régionales évoquées plus haut, des contraintes géoéconomiques et de certains conflits culturels entre le Nord et le Sud du pays, les décisions du gouvernement vont s'adapter, la collectivisation se faisant plus graduelle dans le Nord, par exemple.

Après les ruptures successives avec la Yougoslavie, l'URSS et la Chine, une volonté d'auto suffisance va sous-tendre ces collectivisations, le monde rural étant inscrit dans une politique nationale plus large, le rôle des ruraux devenant fondamental pour la réussite des objectifs nationaux (Champseix 1996). Les réformes vont ainsi se succéder, toujours dans le sens d'une plus grande collectivisation des moyens de production agricole (a/), même lorsque la politique agricole extensive atteint ses limites (b/)

### **a/ Les étapes d'une collectivisation « jusqu'au boutiste »**

Les socialistes vont ainsi arriver au pouvoir dans un contexte rural avec certes une forte identité albanaise mais peu de sentiment national ; les Albanais sont conscients d'appartenir à une même communauté, mais celle-ci n'est pas forcément inscrite dans un cadre étatique, ni sur le territoire délimité par les grandes puissances en 1920. Le but des paysans est essentiellement d'agrandir leur terre pour améliorer leur niveau de vie et sortir de la féodalité imposée par les çiflikis. Dans un premier temps, le nouveau régime va donc tâcher de s'attacher le monde rural qui représente plus des trois quarts de la population à cette date. En 1945/46, les terres des grandes propriétés sont distribuées aux familles les travaillant. Cette réforme agraire doit ainsi satisfaire leurs revendications. Cette distribution aux travailleurs trouvera un écho en 1991 avec le choix du mode de privatisation des terres agricoles.

Le 25 août 1945, la loi sur la réforme agraire s'appuyant sur le principe « la terre appartient à celui qui la travaille » va permettre la redistribution de 147 340 hectares à plus de 145 000 familles moyennes pauvres ou sans terre (Civici 1997b). Selon cette loi, chaque famille de 6 personnes doit bénéficier de 5 hectares de terre au minimum, et d'un demi hectare par membre supplémentaire. Dans le même temps, les forêts, pâturages, étangs, lacs privés et marécages à jonc sont nationalisés, et 35 000 hectares de champs d'oliviers et environ 6 000 animaux de traits sont également redistribués. En 1946, une nouvelle loi durcit les conditions de propriété foncière : les surfaces par propriétaire sont réduites de 40 hectares maximum à 5 hectares maximum. Ainsi plus de 170 000 ha vont être redistribués à 70 000 familles pauvres ou sans terre, la terre ayant été confisquée aux 7 propriétaires principaux, mais également aux ennemis de classe et aux criminels de guerre (Sjöberg 1991b). Pourtant, 4

ans après, 139 944 familles réunissent 369 068 hectares de terre, soit environ 2,6 hectares par famille (Schreiber 1978). Les récoltes doivent alors être en partie redistribuées au gouvernement, et l'abattage du bétail est soumis à permission.

Ces terres seront ensuite progressivement collectivisées de 1947 à 1976, la nouvelle Constitution à cette date abolissant la propriété privée. La majorité des terres sont rassemblées dans les coopératives, les terres des fermes d'Etat concernant des propriétés confisquées ou des terres qui n'étaient pas agricoles mais qui ont été bonifiées, amendées. La collectivisation en Albanie est particulièrement lente parce que le gouvernement craint une révolte des paysans s'il les brusque. En 1956, le processus de collectivisation est accéléré, les adhésions sont de plus en plus massives, sauf dans les montagnes. En 1954, 150 coopératives sont créées, 1 679 en 1959. En 1966, la collectivisation est considérée comme achevée par le Vème Congrès du parti, les modifications ultérieures ne concernant que la diminution progressive du lopin familial (oborr) et la concentration des terres des coopératives, les fermes individuelles et le secteur privé agricole disparaissant complètement après 1968.

Le lopin familial est d'abord conçu comme « un auxiliaire économique temporaire ». Peu à peu, sa surface est réduite, surtout à partir de 1972 avec la mise en place des coopératives de type supérieur : il passe de 12000 m<sup>2</sup> à 3000 m<sup>2</sup> en 1949, puis à 1000 m<sup>2</sup> en 1967 et 300 m<sup>2</sup> en 1979 (Civici 1997a). De même, à partir de 1972 également, les animaux domestiques privés sont rassemblés, ce qui va entraîné un abattage massif du bétail par les paysans.

Dans la première moitié des années 80, les pénuries agricoles vont augmenter, forçant le gouvernement à revoir le rôle de l'oborr, celui-ci changeant de nature économique : il va devenir officiellement la principale source d'alimentation des paysans, notamment en pommes de terre, haricots et autres légumes. En effet, afin que le pays atteigne l'auto suffisance alimentaire, la production collective est entièrement affectée au secteur non collectivisé de la société. Une stratégie d'autosuffisance de la part des paysans est ainsi encouragée devant l'augmentation des pénuries. Dans les plaines, la surface du lopin est passée à 10 ares et à 15 ares dans les montagnes. De même, les paysans sont à nouveau autorisés à avoir du bétail, une vache ou 10 petits ruminants dans les plaines et une vache et dix petits ruminants dans les montagnes (Sjöberg 1991a).

A partir de 1972, sont mises en place des coopératives de type supérieur : les terres des coopératives sont rassemblées, les investissements proviennent directement du budget de l'Etat et les machines directement rattachées à la structure, plutôt qu'aux stations de machines qui sont communes à plusieurs coopératives. Pour passer au statut de coopérative supérieure, les coopératives concernées doivent assurer un certain niveau de revenu et une certaine stabilité financière et de production, ce qui favorise les coopératives des plaines et des côtes, entraînant une forme de discrimination envers les montagnards.

Dans les coopératives, la rémunération des paysans est au départ fonction des surfaces apportées dans la coopérative, mais le système des journées travail est introduit dès 1949. C'est à cette date également que sont introduits des règlements concernant les lopins familiaux, les animaux domestiques et le nombre minimum de familles nécessaires pour la création d'une coopérative. Dans un premier temps, le travail sur les terres de la coopérative n'est ni contraignant ni intéressant, et la rémunération des journées travail va augmenter entre 1953 et 1958. Dans les coopératives de type supérieur et les fermes d'Etat, les salaires ne sont pas les mêmes, les membres sont payés par des salaires bimensuels, représentant 90% du salaire prévu, les 10% restant sont donnés, ou non, à la fin du plan en fonction du degré de sa réalisation.

La marge d'initiative personnelle des ouvriers agricoles est alors très réduite, leur vie jusque dans leurs loisirs étant contrôlée et gérée par le pouvoir. Le paysan dépossédé de sa terre devient un ouvrier aux compétences limitées, peu motivé pour le travail agricole (Sjöberg 1991b; Civici 1997a), ce qui posera problème lors de la décollectivisation : comme le souligne Marie-Claude Maurel, le travail paysan dans les économies socialistes perd « de son caractère de savoir-faire polyvalent pour se rapprocher (car tel était bien l'objectif) du travail ouvrier, segmenté, déterritorialisé, hétéronome. (...) Selon les générations, les itinéraires familiaux, les modes de vie régionaux ou locaux, les statuts socioprofessionnels et le niveau de formation, la rupture avec les savoir-faire et les vouloir entreprendre est plus ou moins consommée » (Maurel 1993). Le paysan ne décide plus de sa production, ni même de son mode de culture ou d'élevage ou des débouchés de ses produits, tout étant décidé à un niveau supérieur. Le système égalitaire des salaires a fait que cette rentrée d'argent est perçue davantage comme un don ou un dû plutôt que comme la juste rétribution d'un travail (Pashko 1991).

## **b/ L'échec de la politique agricole intensive**

Jusqu'au début des années 80, la production du secteur agricole augmente fortement dans le cadre d'un projet d'auto-suffisance alimentaire nationale. Ce secteur est censé fournir les fonds nécessaires aux investissements dans les autres secteurs, l'accent étant mis sur le développement de l'industrie (Sjöberg 1991b). La surface agricole utile (SAU) va ainsi passer de 331 456 hectares en 1940 à 704 000 hectares en 1990 (Civici 1997b; Caselli and Grid 2003). L'agriculture est mécanisée, l'utilisation d'engrais minéraux passe de 3 400 tonnes en 1950 à 135 000 tonnes en 1990, ce qui augmente la productivité du secteur.

Jusqu'en 1972, la politique agricole est extensive, le but étant d'augmenter la surface des terres arables. La production agricole et les rendements à l'hectare augmentent fortement entre 1945 et 1972, grâce notamment au développement de la mécanisation agricole et du système d'irrigation.

A partir de 1972, cette politique extensive montre ses limites : l'agrandissement des surfaces arables atteint son maximum, la mécanisation également, les coopératives ne disposant pas de stations de travail se trouvant isolées dans les montagnes. Le Parti du travail va alors mettre en place une politique de développement agricole intensive, en cherchant notamment à concentrer les terres pour rationaliser leurs utilisations et augmenter les rendements, et en renforçant l'utilisation d'engrais : ce seront les coopératives de type supérieur. Ce changement de politique fait suite en parti à la rupture avec l'URSS et donc avec l'arrêt des subventions soviétiques et le départ des ingénieurs russes en 1961. La Chine a pris la suite la suite et poussé l'Albanie à développer son agriculture, ce qui sera en parti la cause de leur rupture en 1977. Cette dernière rupture va pousser l'Albanie vers l'autosuffisance, l'agriculture devant permettre entièrement l'alimentation du pays, mais également de remplacer les subventions internationales. L'agriculture permet alors non seulement de nourrir la population, mais également l'importation de machines et autres biens d'équipement : le secteur représente en effet environ 25 à 35% des exportations entre 1970 et 1988 (Pashko 1991), et seulement 5% des importations en 1984 (Direction des statistiques près la commission du plan d'état 1984). Les exportations agricoles sont essentiellement composées de tabac, cigarettes, fruits frais et transformés, olives, pommes de terre et boissons alcoolisées (bières). Elles sont destinées pour moitié aux pays d'Europe orientale. Après les ruptures successives avec les Yougoslaves, les Soviétiques et les Chinois, les exportations au début en totalité destinées aux pays de l'Est vont se réorienter vers les pays en voie de développement et vers les pays industrialisés de l'Ouest (Marku and Shuke 1997). La production agricole qui n'est pas exportée est pour plus de la moitié distribuée dans les magasins des coopératives, pour un tiers environ envoyée aux industries agroalimentaires de

la région et dans les commerces des villes, et le reste, environ 10%, est utilisé par les coopératives pour se procurer des intrants ou faire des investissements (Sjöberg 1991b).

Toujours dans le but de permettre à l'Albanie de ne « compter que sur ses propres forces », l'industrie alimentaire est développée. Jusque dans les années 50, l'agro-industrie se résume à quelques moulins, fours pains et des unités de transformations du lait (Ministry of Food and Agriculture 2003a). Les entreprises agroalimentaires vont se multiplier surtout à partir des années 70, pour atteindre 200 grandes entreprises, 600 fours à pains et le même nombre de petites unités, mais cela reste insuffisant pour couvrir les besoins de la population (Civici 2003). L'accent sera mis notamment sur le sucre, le fromage, les matières grasses, les pâtes alimentaires et la bière (Direction des statistiques près la commission du plan d'état 1984).

Malgré la géographie albanaise peu propice à la culture des céréales : beaucoup de montagnes et de collines, des plaines de taille réduite ne permettant pas une exploitation avec de hauts rendements, le gouvernement a pour but l'autosuffisance en céréales panifiables (maïs et blé) et la création de moyens de production grâce aux surplus dégagés par l'agriculture (Qiriazzi 1999). Les paysans ne peuvent donc compter que sur leur lopin pour se fournir en légumes, surtout après la sécheresse du début des années 80 et le rigoureux hiver de 85-86.

Au niveau macroéconomique, l'agriculture a été développée : les surfaces ont augmenté, tout comme les rendements, la circulation des biens agricoles et les surplus dégagés. Mais les biens d'élevage et plus généralement les produits d'origines animales sont en régression, surtout après les massacres de 1972. Certes, les ruraux ont également accès à davantage de loisirs (organisés par le parti), de services de santé et d'éducation, ce qui était loin d'être le cas avant la guerre, mais sans perspective autre pour les jeunes que de revenir au village une fois leur éducation terminée (Parti du Travail d'Albanie 1978). Par ailleurs, le système des coopératives annihile les savoir-faire locaux : les paysans n'ont plus de connaissances approfondies de leur terroir, des choix et des modes de culture qui y sont les plus pertinents. A la fin des années 80, l'utilisation des surplus de l'agriculture pour financer le développement puis la maintenance des industries, par ailleurs rapidement obsolète, n'a pas permis la mise en place d'infrastructures et l'amélioration des conditions de vie rurale. La volonté d'autosuffisance a entraîné l'augmentation des surfaces de culture céréalières, qui représentent la moitié des surfaces agricoles, au détriment des fruits et des légumes, qui aurait permis d'augmenter la valeur des exportations, et de la viande, ce qui a appauvri le régime alimentaire des paysans. Parallèlement, la majorité des paysans ne compte que sur son lopin pour sa survie, ce qui démotive le travail sur les terres collectives, dont les rendements ne progressent plus dès le début des années 70. Ainsi, au niveau micro économique, il n'est pas possible de qualifier les évolutions économiques et sociales du monde rural de développement.

La dynamique de développement est donc artificielle, reposant sur les facteurs exogènes comme le pouvoir de décision central, et elle ne s'auto entretient pas, ce qui amènera la désorganisation rapide de l'agriculture collective en 1990. Cette désorganisation sera d'autant plus rapide que l'application de l'idéologie socialiste a pour but de contrer les solidarités claniques et plus généralement familiales (Fuga 1998), très fortes en Albanie, et qui peuvent donc entrer en concurrence avec les structures étatiques. Les délations intrafamiliales et les punitions collectives vont déstabiliser ces solidarités, ce qui va renforcer l'individualisme forcené (Champseix 1996) du début des années 90 et accélérer le démantèlement des coopératives, contrairement à d'autres pays comme la Roumanie. En effet, le collectivisme y a survécu, notamment sous la forme des associations légales ou informelles (Stan 2005).



Sous le socialisme, les relations marchandes sont donc complexes, les biens circulant selon un plan organisé concernant tout le territoire, leur production étant décidée centralement. La consommation est limitée et contrainte idéologiquement. Le contraste est d'autant plus fort avec la période qui va suivre juste après, tout le système se délitant rapidement et totalement, les relations marchandes revenant à une situation proche de celle de l'avant guerre.

## **Section 2 : La force d'inertie du monde rural pendant la chute du communisme**

La chute du gouvernement socialiste albanais est essentiellement due à des facteurs extérieurs : la déstabilisation des gouvernements de la péninsule balkanique, et surtout du gouvernement roumain et la mort des Ceausescu. Le régime est également fragilisé de l'intérieur avec l'augmentation des pénuries et le délabrement des industries. L'idéologie albanaise s'est beaucoup appuyée sur le développement économique et le bien être que le socialisme a apporté à ses habitants. Une fois ceux-ci remis en cause, le gouvernement perd sa légitimité économique, d'autant plus que les télévisions, bien qu'interdites, permettent d'apercevoir une image plutôt valorisante de l'économie capitaliste à travers les chaînes italiennes.

Face aux premières manifestations dans le courant de l'année 1990, le monde rural reste passif, cessant juste de travailler sur les terres collectives : les terres ne seront pasensemencées pendant l'hiver 90/91 et à partir de l'été 1991, l'aide alimentaire extérieure, et surtout italienne, va devenir fondamentale. Pourtant, entre 1990 et 1992, période trouble, dont le changement politique est peu clair, le monde rural soutient le gouvernement de R. Alia, président de la République à la suite d'Enver Hoxha, puis le gouvernement socialiste. En effet, aux premières élections multipartistes du début de l'année 1991, c'est le monde rural qui permet aux socialistes de conserver le pouvoir, leur masse démographique leur donnant un poids électoral décisif et leur caractéristiques socio-politiques les faisant pencher vers le statu quo. Ils opposent ainsi leur inertie aux changements en cours. Par contre, alors que pendant l'été 1991 est votée la loi sur les privatisations foncières, ils permettent d'ancrer l'alternance aux élections du printemps 92 en votant massivement pour le nouveau Parti démocratique, leur force d'inertie accélérant alors les changements politiques en cours.

Les paysans ne sont donc pas une force motrice du renversement du régime, mais leur poids électoral et démographique leur donne une force d'inertie aux changements politiques et sociaux ayant lieu dans le pays, ralentissant ou consolidant les changements en cours. Par ailleurs cette période va être marquée par l'effondrement des circuits de décision reliant le niveau national au niveau local, supprimant ainsi le niveau intermédiaire entre le macro et micro, ce qui handicapera les réformes entreprises par la suite. Le contexte des évolutions économiques et sociales entre 1990 et 1992 (1) est essentiel pour resituer les enjeux de ces transformations dans le monde rural (2) et ainsi comprendre leur portée sur le terrain (3).

### ***1 La désorganisation de la fin du dernier régime communiste en Europe***

Comme dans la majorité des pays de l'Est, deux grands facteurs peuvent être retenus pour expliquer la chute du régime communiste en Albanie : tout d'abord les facteurs économiques, les pénuries augmentant à la fin des années 80, puis le contexte régional, avec la chute du gouvernement communiste roumain et l'exécution des Ceausescu ou l'implosion de la Yougoslavie, exemples concrets et proches qu'un changement est possible.

Economiquement, l'Albanie fait face à une « grande crise » (Chavance 1994), à la fois conjoncturelle et structurelle. Conjoncturelle, parce que la situation économique se dégrade à

l'Ouest, destination de la moitié des exportations albanaises, et que les années 80 ont été difficiles pour l'agriculture, qui reste une importante source de revenus pour l'Etat, et surtout la principale source alimentaire du pays. Les importations de biens de consommation, de produits alimentaires comme la viande et de produits industriels légers vont régresser avec la désuétude des moyens d'extractions minière et la baisse des prix des matières premières dont l'exportation était une source de revenus importante pour l'Etat.

Structurellement, l'économie albanaise est profondément déséquilibrée. Tout au long de la période socialiste, les réformes économiques ont entraîné le système vers davantage de centralisation. A la fin des années 80, la dynamique du système va s'enrayer, entraînant un fort endettement de l'Etat albanais. L'industrie lourde est prioritaire, elle représente 63 % de la production industrielle en 1989 (Qiriazzi 1999), au détriment du développement des infrastructures de transports et de commerce, et des industries légères et des biens de consommation. Les ruptures idéologiques et l'isolement de l'Albanie vont rapidement rendre les technologies des industries lourdes dépassées, sans compter que l'absence de disponibilité des pièces détachées en rend la maintenance aléatoire (Pashko 1991; Sjöberg 1991a). La dynamique économique albanaise basée sur l'offre et non la demande (Pashko 1991; Kornai 2001) atteint ses limites dans les années 80. L'offre diminue sous l'effet de la conjoncture et les rigidités structurelles du système ne permettent pas son adaptation à ces nouvelles conditions.

Parallèlement, la chute des gouvernements socialistes en Europe de l'Est montre la possibilité d'un changement politique en Albanie, même en l'absence de dissidence prête à prendre la relève. L'échec économique des socialistes et la perestroïka soviétique entraînent une délégitimation du pouvoir politique et de son idéologie.

Reste que si les facteurs de la fin du socialisme en Albanie ne présentent pas de particularités, ses modalités sont spécifiques au pays : l'évolution sociale, économique et politique entre 1990 et 1992 est lente et chaotique. L'Albanie n'a pas connu de dissidence organisée, ni de période démocratique lui permettant d'avoir une certaine expérience en la matière. Par ailleurs, les institutions et les solidarités ont été minées pendant la période socialiste, ou ne persistent qu'à une échelle très localisée. Toutes ces caractéristiques expliquent que les revendications de la population passent en premier lieu par des contestations politiques, voire des violences politiques : il n'existe pas de groupe de pression, de dissidence organisée qui permettraient de relayer les revendications de la population urbaine. Ainsi, au cours de l'année 1990, les revendications vont essentiellement prendre deux formes : la fuite par le biais des ambassades et la destruction des symboles de l'Etat, des statues aux bâtiments des écoles et des administrations publiques.

A la fin de l'année 1990, les étudiants de l'Université de Tirana sont devenus un groupe organisé et vont manifester pour obtenir gain de cause sur un point précis : le multipartisme, qui sera accepté en décembre 1990 pour des élections prévues au début de l'année 1991. Cette période préélectorale va être marquée par la rigidité des discours des socialistes, notamment à l'attention du monde rural qui n'a pas accès à de multiples sources d'informations qui lui permettraient de se faire une idée plus précises de l'ampleur des manifestations urbaines. Il est vrai également que pendant cette année de troubles, le changement politique est loin d'être considéré comme acquis.

Le poids électoral du monde rural va favoriser les socialistes qui vont être reconduits au pouvoir aux premières élections multipartistes, devant le jeune Parti Démocratique (PD), issu notamment du mouvement des étudiants. En mars 1991, les premières élections libres et multipartistes conservent les communistes du Parti du Travail d'Albanie (PTA, renommé en juin 1991 le Parti Socialiste (PS)) au pouvoir. Cette élection est remportée grâce à la population rurale : alors que les urbains votent massivement pour le changement et pour le

Parti Démocratique, les ruraux votent au contraire massivement pour le Parti Socialiste. En fait, pendant cette élection, le jeune PD est en position de faiblesse par rapport au PTA : ce dernier peut appuyer sa campagne électorale sur tout un réseau organisationnel issu de la période socialiste, notamment dans les campagnes, et surtout il bénéficie des infrastructures de l'Etat tandis que le PD n'a que peu de moyens de communiquer dans les régions éloignées des villes. Le PTA va ainsi propager la crainte de la restitution des terres agricoles aux propriétaires d'avant la seconde guerre mondiale qui découlerait d'une victoire du PD (Vickers and Pettifer 2000). Les paysans soutiennent alors massivement le *statu quo* plutôt que le changement et donne la majorité au PTA.

Mais ce gouvernement ne tiendra pas longtemps face à la pression de la rue et une coalition entre le PS et PD va rapidement être mise en place. De nouvelles élections auront lieu au début de l'année 1992 qui donneront cette fois la victoire au PD : entre-temps, les terres agricoles ont été privatisées. Pendant cette période, 6 millions d'arbres fruitiers, 2 millions d'oliviers, 700 000 agrumiers et 13 000 hectares de vignes furent détruits (INSTAT 2004). Ce saccage n'entre pas forcément entièrement dans le cadre de la contestation politique qui se déroule dans les villes, il est plutôt le résultat du délitement des coopératives pendant les années 1980, de la baisse des conditions de vie dans le monde rural, du nouveau rôle officiel du lopin familial et de l'individualisme issu de l'autoritarisme albanais. Le bois des vergers devient du bois de chauffage, les plaques de béton du réseau d'irrigation viennent renforcer les maisons.

Le monde urbain vit ainsi des transformations plus rapides que le monde rural. Ce dernier freine dans un premier temps les évolutions politiques et économiques, puis les entérine début 1992. La transformation postsocialiste en Albanie est lente et désorganisée parce que le monde rural est isolé du monde urbain, résultat des politiques socialistes de limitation de l'exode rural (Sjöberg 1994), et de l'absence de relève organisée et d'expérience démocratique en Albanie.

Un autre facteur peut également expliquer cette désorganisation : la pauvreté de la vie intellectuelle albanaise, résultat du monisme des dirigeants socialistes, les disciplines scientifiques se réduisant à des descriptions de la réalité ou à l'interprétation de faits économiques et sociaux dans un sens favorable à l'idéologie. En 1992, les Albanais n'ont accès qu'à peu de concepts pour penser les transformations en cours dans leur pays, notamment dans le domaine économique.

C'est dans ce contexte que vont avoir lieu les privatisations foncières.

## ***2 La loi sur la privatisation foncière et ses enjeux électoraux***

La coalition au pouvoir est directement intéressée par la privatisation foncière : les paysans forment une large partie de l'électorat d'une part et une population appauvrie et susceptible de violences dont il faut s'occuper d'autre part. Le PD comme le PS veulent donc s'allier le monde rural. D'autant plus que les manifestations se multiplient au début de l'année 1991, poussant le gouvernement à envoyer les tanks pour maîtriser, en vain, les étudiants qui vont jusqu'à renverser la statue d'Enver Hoxha le 20 février 1991 (Mustafaj 1992). L'intérêt du gouvernement d'unité nationale, mis en place en juin 1991 et composé à la fois de membres du PS et du PD, est désormais de s'allier les ruraux et de stabiliser le pays le plus rapidement possible. En effet, même si l'électorat de droite comprend les anciens propriétaires, le PD soutient cette loi, et le fera encore arrivé au pouvoir, parce que d'une part, tout parti a besoin des paysans pour être élu, vu leur masse électorale, et qu'ensuite elle permet de garantir une certaine stabilité et sécurité économiques dans les campagnes.

Les mouvements de privatisations spontanées sur le terrain vont précipiter les décisions politiques concernant les terres. A droite comme à gauche, la privatisation foncière semble inéluctable, les discussions vont essentiellement porter sur le mode de privatisation. Celui-ci est un enjeu pour les groupes sociaux les plus concernés (Cungu and Swinnen 1999) :

- Tout d'abord les membres des coopératives agricoles eux-mêmes qui ont travaillé ces terres, les ont bonifiées et amendées pour certaines. Ils considèrent ces terres comme 'patrimoine national' sur lequel ils ont un droit afin de compenser le travail qu'ils ont fourni (Biba and Lerin 2001). Il leur faut de plus de quoi vivre, mais surtout de quoi vivre indépendamment les uns des autres dans la mesure du possible, le collectivisme et toute forme de coopération étant violemment rejetés. Mais s'ils peuvent agir au niveau local en s'appropriant des terres, du bétail ou des outils, ils n'ont aucun poids au niveau national.

- Les ex Beys vont pour leur part réclamer la restitution. Mais ils sont peu nombreux, et les petits paysans qui étaient propriétaires avant les réformes de 1945-1946 n'ont pas intérêt à ce que cette solution soit choisie : leur superficie était réduite et leur descendance nombreuse. Ils ne vont donc pas appuyer les Beys.

- L'ex nomenklatura rurale, les ingénieurs agronomes, les directeurs de coopératives, etc... Ceux-ci sont bien placés pour influencer les décisions dans un premier temps puisqu'ils peuvent s'appuyer sur des réseaux politiques et organisationnels encore plus ou moins en place.

Par ailleurs le modèle collectiviste ne peut plus être envisagé, les coopératives et fermes d'Etat ayant été saccagées. Il reste donc deux solutions : soit une option d'équité sociale (OES) soit une option de justice historique (OJH) (Cungu and Swinnen 1999).

- L'OJH est une option de restitution des terres aux anciens propriétaires (la question se posant de savoir si les propriétaires en question sont ceux de 1945-46 ou ceux d'avant la seconde guerre mondiale).

- L'OES consiste soit à redistribuer les terres aux paysans, soit à les vendre dans le cadre d'un marché foncier.

Pour le PTA, la première solution n'est pas envisageable, reste la seconde. La pauvreté du pays élimine une éventuelle vente des terres, reste la distribution des terres à ceux qui les ont travaillées. Dans un premier temps, il envisage de ne distribuer que l'usage des terres, sans céder la propriété totale. Ainsi, la première loi sur la terre n°7501 est adoptée en juillet 1991, alors que les communistes sont encore au pouvoir, mais sous le nom de PS et dans le cadre d'un gouvernement de coalition. Cette loi se basait pour la privatisation des terres agricoles sur la répartition des terres par tête, et pour chaque famille et par catégories de terre, suivant le recensement démographique de 1989. Les terres rurales sont classées en deux grandes catégories : les terres agricoles et les autres. Elles sont séparées par la « ligne jaune », ligne symbolique entourant les habitations du village et signifiant le début des terres dites agricoles. Chaque famille se retrouve avec plusieurs terrains correspondant aux différents niveaux de qualité : un petit morceau fertile, un sur les collines, etc..., ce qui va entraîner une forte parcellisation des exploitations agricoles. Cette solution, satisfaisant à court terme le monde rural parce qu'elle est profondément égalitaire, reflète l'urgence de la situation et la volonté du monde politique de s'allier le monde rural en vue des prochaines élections.

Ces décisions sont donc prises en dehors de toute considération d'efficacité économique, tout d'abord parce que les circonstances ne permettaient une réflexion prolongée sur la question, mais également parce qu'aucun des acteurs n'a d'élément ni de légitimité pour décider en fonction d'un critère d'efficacité économique et ensuite le pouvoir de l'appliquer.

Ainsi malgré la volonté de tourner la page socialiste, ce sont les mêmes mécanismes et justifications que ceux de 1946 : « la terre appartient à ceux qui la travaillent » qui vont jouer en 1991. Cette continuité de l'argumentation va ajouter au sentiment d'insécurité foncière des paysans, sentiment déjà alimenté par l'augmentation de l'insécurité physique avec la multiplication des bandes armées et des trafics.

### ***3 La réalité de la privatisation foncière : entre tradition et légalité***

Dans les faits, les modalités de la distribution vont refléter les rapports de forces locaux et souvent ne pas respecter les dispositions de la loi sur la terre. Ces modalités vont ainsi fortement varier d'une région à l'autre.

Ces variations peuvent être classées selon trois types de modalités de distribution :

- Le cas de la distribution selon les dispositions de la loi sur la terre : il a essentiellement eu lieu dans les plaines (Biba and Lerin 2001). Ces zones ont été collectivisées de façon précoce : elles appartenaient souvent aux Beys, qui ont été expulsés dès 1946. Ensuite, elles ont été le lieu de nombreux mouvements de populations, et les modifications géographiques et les aménagements agricoles ont ainsi transformé les rapports sociaux présocialistes et les rapports à la terre des ouvriers agricoles sous le socialisme : l'attachement à la terre y est plus objectif, lié à sa qualité ou son emplacement, plutôt qu'à une histoire familiale. La loi, égalitaire en terme de qualité, va pouvoir s'appliquer dans ces zones, où par ailleurs les conseils des sages et les anciens ont perdu du pouvoir avec le brassage des populations, les nouveaux arrivants ne reconnaissant pas leur légitimité. Ce sont également dans ces zones que les conflits post distributions ont été les moins fréquents, notamment grâce à la disponibilité de terres fertiles. Reste qu'en cas de volonté de restitution d'une parcelle particulière, il a été quasiment impossible de trouver des compromis et certains conflits ne sont toujours pas résolus (Hemel 2000).

- Le retour aux anciennes propriétés : dans certaines zones, l'application de la loi est impossible : par tradition et commodité, les habitations se trouvent au milieu des terres agricoles de chaque exploitation. Or, la loi est basée sur la séparation entre les terres réservées aux habitations, à l'intérieur de la ligne jaune, des terres agricoles ; en dehors de cette ligne, elle s'applique donc difficilement dans ces situations et le retour aux limites de l'après seconde guerre mondiale est la seule solution. Ce cas de figure est fréquent dans les montagnes du Nord du pays, et dans les zones de montagnes en général, car elles ont été les dernières collectivisées et leurs anciennes parcelles sont restées intactes, les villages ne connaissant pas non plus de bouleversement démographiques (Biba and Lerin 2001). Il semblerait que 15 à 20% de la SAU ait été privatisée de cette façon (Kodderitzsch 1999). C'est dans ces régions également de longues traditions de propriété foncière que l'attachement à la terre est le plus fort. Dans les villages où les mouvements de populations ont été limités, les conflits ont également été résolus dans le cadre des conseils de villages et d'anciens, la légitimité de la tradition prenant le pas sur les conflits et permettant de trouver une solution.

- Une approche mixte : c'est le cas dans lequel l'ancien propriétaire ne reçoit qu'une partie de ses terres. Cette réappropriation se fait formellement dans le cadre de la loi, les anciens propriétaires tentant de se faire attribuer une partie des terres de la famille pendant le cours de la distribution. Cette situation est fréquente dans les villages où de récents mouvements de population ont atténué la légitimité du chef traditionnel, celui-ci ne détenant plus le monopole du savoir permettant de trouver les solutions les plus justes, ni le monopole du pouvoir permettant de les imposer. En effet, dans les villages où la population a été brassée pendant la période socialiste, les relations sont

plus égalitaires en terme de pouvoir, celui des sages ne pouvant s'exercer avec autant de force sur les nouveaux arrivés, ce qui va entraîner des conflits qui ne seront pas résolus, aucune des parties ne pouvant imposer sa solution à l'autre et l'Etat faible ne pouvant s'imposer comme arbitre, ni comme garant. C'est ainsi notamment le cas de la région de Tirana (Hemel 2000).

Dans les zones où les conflits ont été rapidement résolus, c'est principalement le retour aux anciennes propriétés qui a prévalu, avec un arbitrage par les institutions traditionnelles. A fortiori, les zones ayant connu le plus de conflits sont celles où les distributions ont été faites suivant la loi sur la terre, avec des rapports sociaux profondément transformés par la période socialiste : passage d'un semi féodalisme au salariat des coopératives socialistes, avec le brassage des populations et les aménagements des terres, ce qui a affaibli, voire fait disparaître les institutions traditionnelles de résolutions de conflits. C'est donc davantage les conditions sociales et économiques des régions considérées qui ont permis ou non l'application de la loi et/ou l'absence de conflit et non l'application de la loi qui aurait évité les conflits ou permis de les résoudre. Comme le souligne Gj. Biba « (...) si les réformes de la transition ont été initiées par les décideurs politiques, elle ont été prises en charge et appliquées grâce au fonctionnement des institutions sociales que sont la communauté villageoise, les réseaux sociaux et la famille. Dans un contexte de vide des institutions formelles, ce sont les institutions sociétales qui ont joué et continuent de jouer un rôle fondamental dans le processus de transformation et de restructuration de la société rurale post-collectiviste » (Biba 2003).

Ainsi l'application de la loi ne se fait qu'en fonction des rapports de forces locaux qui le lui permettent ou non. Le secteur agricole est ainsi quasiment hors de contrôle du monde politique, les structures de production et de distribution socialistes ont été totalement démantelées, comme les circuits de décisions. Le résultat direct est que certaines terres sont refusées ou non distribuées, notamment dans le sud du pays où la possibilité d'exercer des activités non agricoles et la présence d'une forte minorité grecque, mal acceptée par la population albanaise dans le cas de regroupement artificiel sous le socialisme, ont engendré une nouvelle source de conflits et l'abandon de certaines terres (Sivignon 1995).

Reste que certaines terres ne seront pas attribuées<sup>1</sup>, d'autres ne seront pas cultivées, certains paysans vont même refuser de signer les titres de propriété (tapi). Depuis 1990, 150 000 hectares de terres ne sont plus cultivées car déclarées non productives par les paysans, ou trop éloignées de leur résidence, ou comme n'étant pas la terre du père et réclamée par ces véritables propriétaires. Cette sécurité ou insécurité foncière joue fondamentalement dans les rapports à la terre et notamment sur les investissements de moyen et long terme ou sur les choix de culture, et donc sur la structuration et les résultats économiques du secteur.

Ainsi la peur du changement leur fait ralentir les transformations politiques en 1991, lorsque la masse paysanne conforte le parti communiste au pouvoir, et pourtant, dans la même année, avec la privatisation des terres, les paysans deviennent de farouches partisans de l'alternance politique. Cette privatisation des terres permet donc d'ancrer solidement les changements politiques en cours dans le pays, mais les circonstances dans lesquelles elle s'est faite ne vont pas permettre l'établissement d'un marché foncier solide, ni le développement agricole. Les circuits socialistes sont remplacés par des échanges locaux, par le développement, dans un premier temps, d'une agriculture de subsistance. Le niveau intermédiaire des coopératives et des fermes d'Etat n'existe plus.

---

<sup>1</sup> 4 % seulement des terres ne seront pas attribuées (Biba et Lerin 2001).

### **Section 3 : Le secteur agricole depuis 1990: une restructuration inachevée**

La restructuration formelle du secteur agricole s'est en fait limitée à la privatisation foncière, à la libéralisation du commerce intérieur et extérieur et à celle des prix agricoles. Mais la fragmentation et la petitesse des parcelles, en l'absence de politique macroéconomique d'accompagnement, contraint la majorité des paysans à une agriculture de subsistance, de type traditionnelle, proche de celle du présocialisme ou des premières années du socialisme. Cette absence de cadre macroéconomique (1), en isolant les paysans, a restreint les restructurations du secteur agricole albanais (2) et est un des facteurs expliquant la réorientation de la production vers la consommation (3).

#### ***1 L'absence de cadre macroéconomique efficace***

Depuis 1990, et pour diverses raisons qui seront évoquées par la suite, la SAU a fortement diminué et de nombreux hectares ne sont plus cultivés. Les exploitations sont de taille réduite et fragmentées : 1,2 hectares de superficie moyenne pour 3 à 5 parcelles en 1993 (Civici 1997b), en 1996 la moyenne n'est plus que de 1,1 hectare par exploitation (Kodderitzsch 1999) et de 0,9 en 1998 (INSTAT 2003).

A partir de 1995, l'autorisation de la vente des terres aurait pu modifier les structures foncières, mais trois types de facteurs s'y opposent :

- De type administratif : la structure de la propriété juridique foncière est collective puisque la distribution s'est faite sur la base du nombre de membres de la famille. Dans les faits, la seule signature du chef de famille apparaît sur les tapis, et dans un cadre patriarcal, le chef de famille est seul à décider pour la moitié des décisions et dans un tiers des cas, la décision est prise par l'ensemble de la famille (Civici 2001).

Les formalités de vente sont également très compliquées : le propriétaire doit faire une demande d'enregistrement de vente et d'achat de terre au cadastre et fournir une procuration faite devant notaire pour les autres membres de la famille propriétaire. Il doit ensuite fournir un certificat de propriété, une carte de la propriété avec ses caractéristiques détaillées, une liste des propriétés et de situation à l'acheteur. Ensuite un contrat de vente et d'achat est fait devant notaire entre le vendeur et l'acheteur dans un délai de 72 heures maximum après l'obtention des documents de propriété. Ce contrat doit ensuite être enregistré dans un délai de 30 jours (Lushaj 2004).

Enfin, toutes les propriétés ne sont pas documentées ni cadastrées, ce qui complique singulièrement les ventes, le processus d'enregistrement a été beaucoup plus long que prévu et plus coûteux que prévu pour les paysans. Par ailleurs, beaucoup de propriétés ne sont pas enregistrées à cause des revendications des anciens propriétaires et des procès en cours.

- De type financier : depuis la fermeture de la Banque Nationale d'Agriculture en 1998, aucun organisme financier ne délivre de prêt à long terme aux agriculteurs, ce qui freine l'établissement d'un réel marché foncier et le développement de moyens de production plus productifs.

Les services au secteur agricole sont très peu développés : peu d'assurance pour les récoltes, pas de contrat écrit, pas de développement de techniques de production qui permettraient d'augmenter la productivité des terres, ....

- De type psychologique : propriétaires pour la première fois depuis 50 ans, beaucoup ne sont pas prêts à vendre ces terres nouvellement acquises ou tout juste récupérées.

Ainsi les transactions sont elles limitées : 6 000 ha de terres ont été vendus entre 1998 et 2004, soit 1,32% de la SAU. Il semble toutefois que les transactions augmentent sur la période 2001-2004 (Lushaj 2004). Il est de plus fort possible que des arrangements à l'amiable pour l'utilisation de terres, le prêt ou la location ne soit pas enregistrés. Ainsi il semblerait que dans certaines régions du pays, et notamment dans les zones côtières au sud de Durrës, des fermes atteindrait les 10 ha sur la base de regroupement familial ou de locations. Ces exploitations seraient essentiellement tournées vers la viticulture, l'arboriculture fruitière, l'horticulture sous serre ou l'élevage (Mission Economique et Financière 2006).

Le démantèlement des coopératives et des fermes d'Etat a également supprimé les circuits de distribution de la production : celle-ci est désormais cantonnée à une distribution locale, les filières sont généralement courtes (Biba 2001; Bourbouze and François 2001; Dashi 2001; Marku 2001), parfois directement du producteur au consommateur. Cette faible distribution géographique favorise les grandes variations de prix selon les régions et le troc local pour les consommations du quotidien.

Il est en de même pour la distribution des intrants : l'achat de semences est variable selon les zones et les cultures, en 2000, seulement 43% des exploitations en achètent, dont 25% aux fermes voisines (Kristo and Sulçe 2001). Il en est de même pour les engrais : la même année, 88% des exploitations en utilisent, mais les variations vont de 160 kilos en moyenne par an et par exploitation pour la préfecture de Dibra à 800 kilos pour la préfecture de Tirana (Kristo and Sulçe 2001).

La combinaison de facteurs la plus déterminante se trouve sans doute dans la conjugaison d'un service financier déficient, de la fragmentation des terres et de l'inefficacité de l'administration à établir les conditions d'un marché foncier clair. Ces déficiences freinent une éventuelle consolidation des terres et l'investissement agricole et isolent les agriculteurs du reste de la population en les confinant à l'autosubsistance. Les facteurs suivant découlent directement de cette combinaison : l'absence de crédit freine l'emploi de nouvelles techniques, favorise le troc et handicape l'éventuel développement de circuit de distribution de la production et des intrants. Ainsi les choix effectués pendant la période d'instabilité, c'est-à-dire les résultats de la privatisation selon la loi n°7501 sur la terre, continuent-ils de faire effet en réduisant les marges décisionnelles des paysans aujourd'hui, ceux-ci n'ayant que peu d'options pour améliorer leur situation économique et sociale.

## ***2 Les conséquences de la privatisation de 1991 : une restructuration non contrôlée***

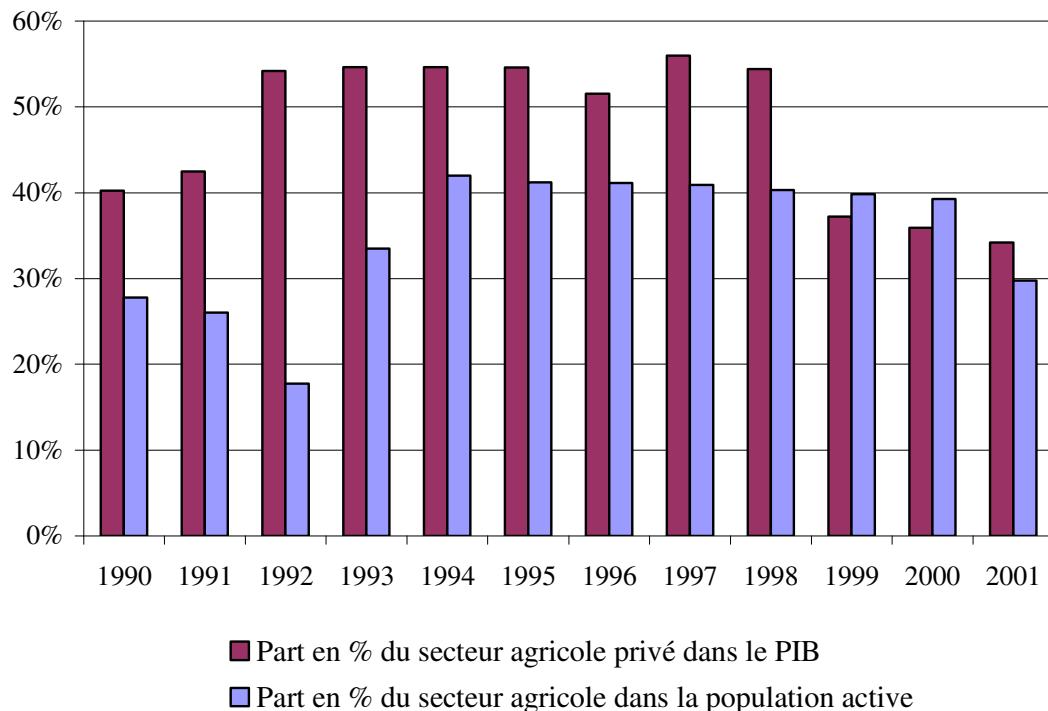
Dans les villages, la fermeture des coopératives et des usines agroalimentaires locales va entraîner la reconversion des ouvriers en paysans. La privatisation des terres, qui concerne la plupart des villageois, les autres bénéficiant souvent de la privatisation des maisons et commerces d'Etat, permet de compenser et de maintenir un moyen de survivre. Le secteur agricole est désormais pratiquement cantonné à ce rôle d'autosubsistance. Parallèlement, l'absence de cadre macroéconomique va entraîner la restructuration de l'industrie agroalimentaire de façon indépendante du secteur agricole.



### a/ L'importance de l'agriculture albanaise dans l'économie du pays

Dès 1994, la part de la population active dans le secteur agricole atteint plus de 40%. Pour autant, sa part dans le PIB est stable entre 1992 et 1998, à plus de 50%. Il est donc possible d'en déduire une forte baisse de la productivité de ce secteur pendant cette période.

**Figure 1 : Comparaison entre la part de la population active dans le secteur agricole et la part du secteur agricole dans le PIB (1990-2001)**



Source : compilations personnelles et calculs issus de (INSTAT 2002)

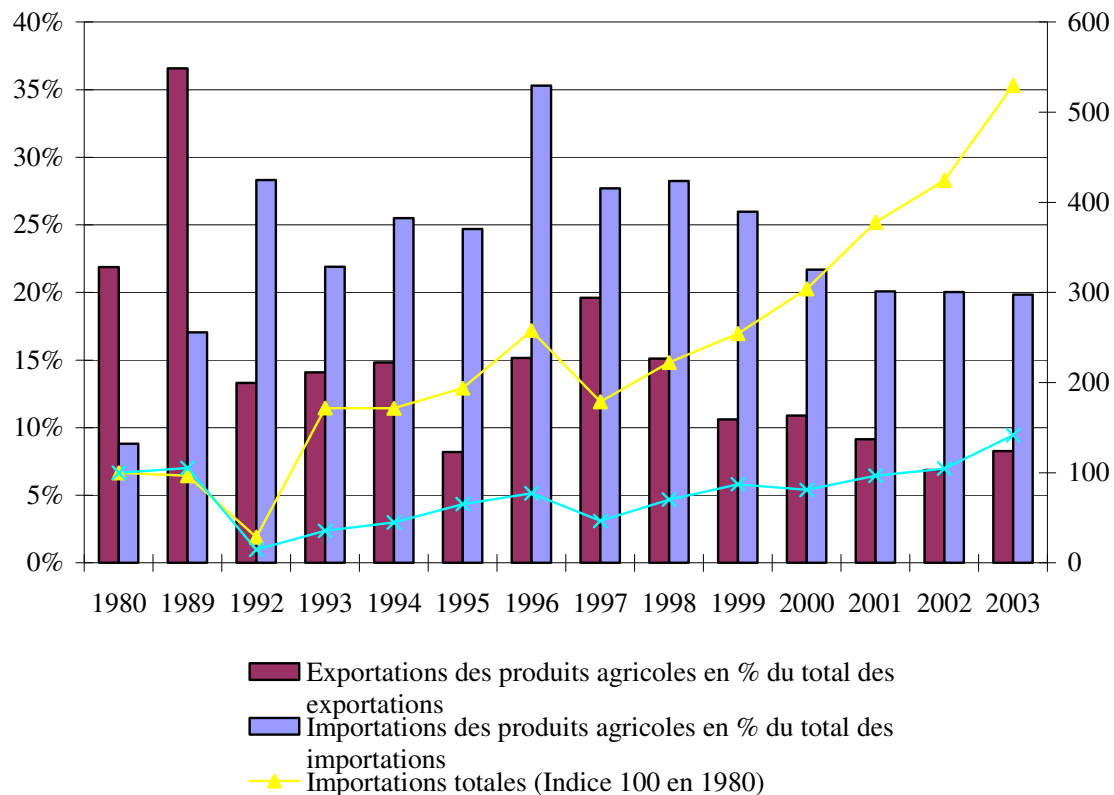
En 1999, l'introduction de nouvelles méthodes de calculs ramènent la part du secteur agricole dans le PIB à un tiers environ (Dhimitri 2004) et en 2001, un nouveau recensement réajuste également la part de la population active dans le secteur agricole. Au-delà des erreurs statistiques, ces réajustements montrent que le secteur agricole a été considéré comme le moyen de diminuer les taux de chômage en attribuant la population active rurale au secteur agricole, même lorsque la propriété foncière ne permettait pas de faire vivre l'ensemble de la famille. Il a également été faussé par l'émigration non déclarée, émigration qui est très prononcée dans les campagnes.

Le secteur agricole a été un secteur refuge pour une force de travail désœuvrée et un moyen de subvenir aux besoins de première nécessité des familles, de lutter contre la pauvreté. La restructuration de la force du secteur agricole a entraîné une forte baisse de sa productivité, tout en servant de tampon social.

Alors que le secteur agricole a été mis en avant comme force économique de redressement de l'Albanie entre 1992 et 1993, il s'avère que face à l'effondrement du système économique national, ce secteur a été un refuge pour une population s'appauvrissant et n'ayant aucune autre perspective de lutte contre la pauvreté. Face à l'arrêt de la production du secteur industriel, le secteur tertiaire étant atrophié, le secteur agricole paraît ainsi en pleine expansion, sans pour autant qu'il soit une force économique de redressement (Vaughan-Whitehead 1999). La croissance du secteur agricole est artificielle car essentiellement due à la

chute de la production dans les autres secteurs : certes, il produit de la richesse nationale, mais c'est parce que les autres secteurs n'y contribuent que faiblement et que l'aide alimentaire internationale ayant cessé, l'autosubsistance et les exploitations familiales ont pris le relais.

**Figure 2 : Exportations et importations agricoles (1980-2003)**



Ainsi, si le secteur agricole albanais a un potentiel économique certain, il n'en reste pas moins que les exportations dépassent les importations dans seulement trois domaines : les herbes médicinales, les graines d'huiles végétales et certains légumes (Dhimitri 2004). Depuis le début des années 2000, les exportations agricoles se développent, mais elles restent faibles notamment à cause du niveau de leur qualité et des prix encore élevés (Mission Economique et Financière 2006).

Une autre source de la baisse de la productivité du secteur a été l'effondrement des circuits socialistes de décision et de distribution des intrants et de la production agricole. La stratégie d'autosubsistance prônée par le gouvernement d'Enver Hoxha orientait une grande partie de la production vers le secteur agroalimentaire, mais l'effondrement des coopératives, la libéralisation des prix agricoles en 1991 entraînant la montée en flèche de ces derniers a rendu la production pour le marché et pour l'autosubsistance beaucoup plus attractive que celle pour les industries agroalimentaires d'Etat encore en place. Celles-ci devaient donc soit acheter aux nouveaux prix du marché, soit fermer, notamment à cause de l'obsolescence de leur matériel.

## b/ La déconnexion du secteur de l'agroalimentaire

Sous le communisme, l'Albanie possédait au moins une industrie pour la transformation des céréales, de la viande et des produits laitiers dans chacun des 26 districts, sans prendre en compte ni économies d'échelle ni efficience. Ces entreprises employaient environ 25 000

personnes, contre 8 783 en 2002 (Dhimitri 2004), l'organisation des circuits de distribution des intrants et de la production était entièrement centralisée par le Ministère de l'Industrie légère. Comme dans les autres secteurs industriels, les équipements étaient la plupart du temps vieux et obsolètes, les dirigeants de ces entreprises sans expérience de marketing ni de recherches de fournisseurs. La plupart de ces entreprises ont fermé au début des années 90. Dans le domaine des produits laitiers, les laiteries locales ont commencé à acheter le lait au producteur au prix du marché, ce qui a maintenu plus ou moins l'organisation du rassemblement de la production (Biba 2001; Bourbouze and François 2001; Kercuku-Biba 2003).

Après un passage à vide dans les années 90, depuis 2000, le secteur agroalimentaire albanais est en nette progression, le nombre d'employés augmente, les investissements également. Mais les entreprises restent très petites avec presque 90% d'entre elles ayant moins de 5 employés. Les investissements les plus importants se font dans les secteurs laitiers, viandes, farine, pain, huile végétale, eaux minérales et les boissons non alcoolisées. Ces investissements sont progressivement financés par les prêts bancaires et les micro-crédits, mais dans l'ensemble les entrepreneurs se reposent sur leurs fonds propres ou ceux de la famille.

Les taux de rendements agricoles étant généralement très bas, et les qualités médiocres, le secteur agroalimentaire importe certaines de ses matières premières. Ainsi, malgré le développement de l'industrie de la bière, la production d'orge a régressé au profit des importations d'orge fermenté hongrois et tchèque, l'orge albanais n'ayant pas les qualités requises pour la production de bière (Ministry of Food and Agriculture 2003a). Le cas de la culture du tournesol est identique : la culture locale est cantonnée à la consommation courante de graines, tandis que les usines de transformation fabriquant de l'huile de tournesol importent leur matière première.

Dans le cas du tabac, malgré une bonne qualité de la matière première produite en Albanie, les processus techniques de transformations dépassés ne permettent pas de soutenir la concurrence avec les produits d'Europe centrale, tant en ce qui concerne les prix que la qualité du produit fini.

Le secteur agroalimentaire se développe ainsi en quelque sorte en parallèle de la production agricole albanaise, sauf dans les domaines de l'horticulture sous serre (qui approvisionne les entreprises de transformations des légumes), la viticulture, les eaux minérales et les produits laitiers. Cette agriculture reliée au secteur agroalimentaire est en réalité très localisée : autour de Tirana, dans la plaine de Fier et autour de Korce et Gjirokaster, le reste du pays se cantonnant à une agriculture d'autosubsistance et la majorité de l'industrie agroalimentaire se fournissant en matières premières à l'étranger.

### ***3 Le nouveau cadre de contraintes de l'agriculture***

A côté de cette production encore faible pour le secteur agroalimentaire, la production agricole se cantonne désormais majoritairement à de l'autosubsistance, comme le montre la structure et la composition de la production agricole albanaise. Les marges décisionnelles des paysans en sont réduites d'autant, aucun surplus agricole ne leur permettant d'espérer l'amélioration de leur condition. Leur potentiel de décision est réduit à l'émigration ou les trafics, les modalités variant suivant les conditions sociales et économiques de départ.

#### **a/ La réorientation de la production agricole vers la consommation**

Faute d'irrigation et d'entretien, la surface des terres arables a diminué depuis 1990, sans compter que de nombreuses terres en terrasses ont été abandonnées. La surface des terres cultivées s'est également réduite. Les activités non agricoles prennent peu à peu le pas sur

l'agriculture. Par conséquent, la production agricole s'est également fortement restructurée depuis 1990. En 2000 la production de céréale est inférieure de 272 tonnes par rapport à celle de 1989, celle de tabac de 8 tonnes, le tournesol de 21 tonnes, la betterave de 220 tonnes, le coton de 14 tonnes. A l'inverse les productions de pommes de terre, de légumes, de lait et d'oeuf ont augmenté depuis 1989 (INSTAT 2004). Aujourd'hui, la production de fourrage occupe plus de 40% des zones cultivées, ce qui représente une augmentation de 10% environ par rapport à la période socialiste.

**Tableau 1 : Indicateurs de la restructuration de la production agricole**

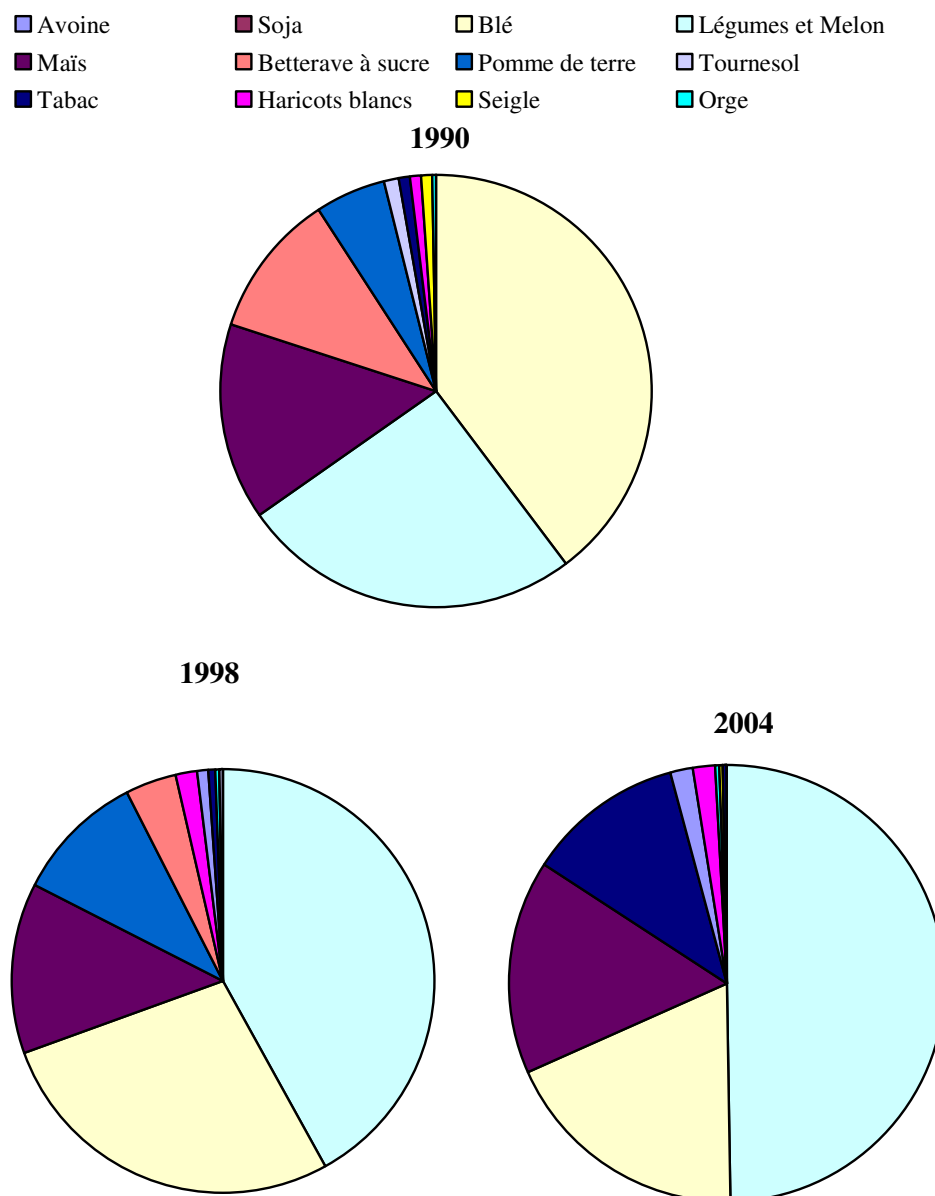
<b>Taille des exploitations</b>									
	<b>1938</b>	<b>1945</b>	<b>1946</b>	<b>1960</b>	<b>1980</b>	<b>1987</b>	<b>1991</b>	<b>1995</b>	<b>2000</b>
Surface agricole totale utilisée	392 000	393 353	393 353	372 240	682 360	709 563	600 000*	452 000	452 000
Moyenne des surfaces par exploitations	2,93	2,53	2,70	245,54	1 427,53	1 439,28	1,54	1,08	1,03
<b>Utilisations des terres</b>									
	<b>1990</b>		<b>1997</b>		<b>2000</b>		<b>2004</b>		
	Production	Surface	Production	Surface	Production	Surface	Production	Surface	
Maïs	227	62	194,8	61	205,7	53	216,2	46,8	
Blé	613	203	388,4	136	341,1	112	253,4	81,4	
Haricots	14	22	25	24	25,2	22,5	22,4	17,2	
Légumes	393	27	605	30	620	32,8	677,4	32	
Patates	80	12	132	12	161	11,4	160	10,7	
Tabac	14,1	24	6,3	8	6,2	5,7	2,1	1,9	
Oléagineux	16,6	21	1,65	1,5	2,9	1,9	2,2	2,8	
Coton	12,1	12		-	-	-	-	-	
Betterave à sucre	169	7	55,7	1,7	42	1,4	-	-	
Fourrages frais	2650	141	3672	134	4730	165	5094	176	
<b>Total</b>		574		421,6		419,3		385,2	

*Sources : compilation personnelle de (Civici 1997b; Ministry of Food and Agriculture 2002; INSTAT 2003; Ministry of Food and Agriculture 2003b, a; INSTAT 2005)*

*\* Surface distribuée et non surface utilisée*

Les exploitations sont ainsi cantonnées à une production familiale, avec peu de mises en commun des moyens de production, hors locations de matériels ou de terrains. La production est orientée dans un objectif d'autosubsistance : priorité est donnée aux légumes, aux fruits, aux bétails et volailles qui peuvent fournir viande, lait et œufs. Dans certains cas, seul les surplus agricoles sont vendus sur les marchés locaux et la moitié seulement des producteurs produisent pour le marché : en 1998, 52 % des fermes vendent leur production, mais avec des variations régionales allant de 86,2 % des fermes dans le district de Kavaje à seulement 4,3% des fermes dans le district des Mirdites (district très montagneux et très pauvre) (INSTAT 2003). En 2006, sur 377 000 fermes, il semblerait que 20% d'entre elles soit en situation de survie et dépendent en partie des aides sociales, 65% pourraient subvenir à leurs besoins primaires et dégager un petit profit et 15% aurait une production réellement tournée vers le marché (Mission Economique et Financière 2006).

**Figure 3 : Répartition en tonnes de la production pour chaque culture (en dehors du fourrage) en 1990, 1998 et 2004**



Source : compilations personnelles de (Civici 1997b; Ministry of Food and Agriculture 2002; INSTAT 2003; Ministry of Food and Agriculture 2003a)

La structure de la production s'oriente vers la consommation, qu'elle soit familiale ou non. Les productions tournées vers les industries agroalimentaires et exigeant des surfaces de culture importantes pour l'amélioration des rendements, comme les céréales ou le tournesol, diminuent fortement. Dans un premier temps, cette diminution a sans doute été le fait de la déstructuration du secteur industriel dans son ensemble suite à la chute du communisme, et de la vétusté des équipements hérités de cette période. Dans un second temps, le développement d'industries nouvelles a modifié les exigences de qualité de la production nationale qui n'a pu

fournir non seulement les quantités demandées, mais surtout les critères de qualité et de quantité requis.

Le développement des primeurs sous serres est par contre en pleine expansion, la production étant passée de 38 580 tonnes en 2000 à 54 192 en 2005 (INSTAT 2005), sans pour autant par contre que le rendement ne progresse, celui restant stable autour de 820 tonnes par hectares. A côté de l'approvisionnement des entreprises agroalimentaires, la majeure partie de cette production de primeurs est distribuée par des filières de distributions très courtes, souvent sans intermédiaire entre le consommateur et le producteur, directement sur les marchés des villes ou des villages avoisinants, ou sur les bords des routes passantes. Des grossistes existent dans quelques filières particulières, comme le lait et les œufs. Dans ces deux cas, les productions sont rassemblées soient par les producteurs qui les amènent à un point de rassemblement, soit collectées directement chez les producteurs par les grossistes. Des grossistes approvisionnent également les villes, mais dans ce cas ils vont majoritairement se fournir à l'étranger en fruits, en légumes et féculents.

#### **b/ La faible marge décisionnelle des exploitants agricoles**

Les raisons de vendre ou de ne pas vendre sont très variables : pauvreté intense des familles, parfois la production ne suffisant même pas à combler leurs besoins alimentaires de base, choix de ne pas cultiver la terre, les parcelles étant trop fragmentées, trop loin, contestées (Hemel 2000). Une partie des producteurs agricoles préfère également se tourner vers des activités rurales non agricoles, comme le transport des personnes ou des biens, ou le tourisme (hôtellerie, restauration), surtout dans le sud du pays.

La modification de la structure de la production reflète les nouvelles marges décisionnelles des paysans. Bien que se heurtant souvent aux mêmes difficultés : peu de débouchés pour une production destinée à la filière des transformations agroalimentaires, des capacités de production limitées autant par les conditions matérielles que par l'absence de connaissances et de savoir faire en la matière, la pauvreté des ménages paysans,... les situations varient beaucoup selon les régions et il est possible de distinguer trois types de producteur agricole (Civici, particulière, Shuke, Heta, particulière and Groppo 1996) : .

- Les paysans en situation de pauvreté et d'isolement, avec peu de terres et peu de ressources. Souvent les familles ont des conflits fonciers non résolus, ou n'ont pas les capacités techniques d'exploiter leurs terres, ce qui limite d'autant plus leur potentiel agricole. La priorité est d'abord la survie des ménages par la production de ce dont ils ont besoin pour vivre, lorsque c'est possible. Dans les cas d'émigration de membres de la famille, les revenus de l'étranger vont en effet servir en premier lieu à l'amélioration du quotidien. C'est le cas notamment des familles du Nord, dont les familles comprennent le plus grand nombre de membres et pourtant les surfaces les plus réduites. Dans cette situation les marges décisionnelles des paysans sont des plus réduites, entre l'exode rural, l'émigration internationale temporaire pour les hommes de 20 à 50 ans (Carletto, Davis, Stampini, Trento and Zezza 2004), les trafics (comme le trafic de jouets entre le Monténégro et le Nord de l'Albanie) en tous genres et une petite production agricole qui ne peut suffire à l'ordinaire. La production est alors tournée principalement vers le fourrage, l'élevage et les légumes et fruits pour l'autoconsommation.

- Le second cas regroupent des paysans avec des terres de mauvaises qualités et de superficie réduite, mais qui peuvent quand même produire un peu pour le marché. La production est essentiellement composée d'élevage, de céréales et de fourrage. Les légumes sont destinés à l'autoconsommation. Une partie de leur terre est irriguée et l'élevage est réduit, les revenus de l'exploitation sont complétés par des activités non

agricole. L'absence de cadre macroéconomique agricole, comme l'absence de marché foncier, l'absence de concurrence pour la location de matériel agricole (ce qui entraîne des prix de locations de matériel très élevés) ou de marché d'engrais et de semences freinent le développement de ces exploitations. Dans cette situation les marges décisionnelles des paysans comprennent l'émigration temporaire dans le but de rassembler un pécule suffisant pour réinvestir une fois rentrés, ou au moins améliorer l'ordinaire, l'exode rural, les trafics en tous genres et le développement de la production agricole.

- Un troisième cas rassemblent les paysans à revenu moyen qui peuvent utiliser la totalité de leur terres et les exploiter avec des moyens mécaniques et un bon système d'irrigation. Leur production leur permet de vivre en vendant une partie de la production sur le marché. Ce type de producteur aura tendance à développer des petites productions maraîchères, comme notamment les serres de la plaine de Fier, ou à investir dans le foncier pour améliorer les techniques de production, une surface minimale étant nécessaire pour la mécanisation de la récolte. Ce type de producteur, dans la région de Korçë notamment, peut également investir dans les arbres fruitiers ou dans la vigne, ce qui dénote d'un sentiment de sécurité par rapport à la propriété, ces investissements étant souvent à long ou moyen terme. La marge décisionnelle de ce type de producteur est plus élargie que celle des deux types précédents : souvent l'émigration est envisagée de façon moins temporaire, comme éventuellement une solution de long terme et familiale, le développement agricole peut être perçue comme un but en soi, et non un moyen temporaire de survie avant le développement de nouvelles activités économiques.

L'absence de culture et d'investissement dans la terre les premières années de la transition s'explique en partie par la peur de se la revoir reprendre, (comme dans les années qui ont suivies la seconde guerre mondiale). Le rapport à l'Etat est méfiant, l'avenir imprévisible. Et si l'absence ou la présence de papiers prouvant la possession de bien n'est pas un facteur aussi puissant que le retour de la terre du père, il reste un élément de sécurité ou d'insécurité qui va en partie conditionner les rapports à la production agricole et aux agriculteurs entre eux : en période d'incertitude (Papapaganos and Sanfey 2001), les plans sont faits à court terme et la collaboration n'est pas envisagée. En 1994 les lois sur la restitution et les débuts du cadastres vont diminuer cette incertitude, mais entre 1990 et 1992, des relations et des modes de vies se sont mis en place, et notamment le cantonnement d'une partie de l'agriculture à l'autosuffisance, la recherche d'autres moyens de survivre par l'émigration. De plus, la perpétuation des conflits sur la terre freinant les investissements dans l'agriculture, une grande partie des revenus de l'étranger qui ne sont pas utilisés pour améliorer les conditions de vie quotidiennes sont plutôt investis dans le tourisme, le transport ou le commerce de proximité, et dans l'agriculture essentiellement par le biais de prêts à des amis ou à de la famille (Nicholson 2001, 2003, 2004).

#### ***4 L'absence de restructuration d'un niveau intermédiaire efficace***

L'incertitude créée par l'absence de l'Etat dans un premier temps (1900-1992), puis par sa corruption dans un second temps, a entraîné un retour partiel (et déformé (Gellçi 2005)) de références communes traditionnelles. La force de la parole donnée, une des composantes du code coutumier, le Kanun, qui était en vigueur jusque dans l'entre deux guerres, revient alors en force dans les rapports sociaux de production, de même que l'importance de la solidarité familiale<sup>2</sup>. La nature de ces rapports se modifie alors profondément, avec une forte montée de

---

<sup>2</sup> La solidarité familiale a été en quelque sorte maintenue sous le socialisme : certes la dénonciation de ses parents et/ou des membres de sa famille pour manquement idéologiques était prônée, les associations de jeunesse

l'individualité en réaction aux contraintes collectives imposées par le régime socialiste et le passage de l'écrit à l'oral. La contrainte passe alors de l'Etat, jusque là détenteur du monopole de la violence légitime, à la communauté, juge du respect du sens de l'honneur.

L'incertitude générée par l'absence d'état en 90-92, puis par l'épisode des pyramides et enfin plus généralement par la corruption généralisée de l'administration albanaise, a ainsi entraîné un retour sur des références plus traditionnelles que peut contrôler la communauté. Cette échelle locale du contrôle du bon déroulement des rapports sociaux de production freine leurs extensions géographiques et le développement d'infrastructures de communications pour l'heure déficientes. En effet, au-delà des relations interpersonnelles, la sécurité des échanges nécessitent des références autres qu'orales, des garanties par des instances supérieures neutres du bon déroulement des relations et d'une possibilité de recours en cas de difficultés diverses. C'est normalement le rôle de l'Etat, mais le manque de développement de l'appareil judiciaire et la méfiance de la population rurale vis-à-vis des autorités, issue de l'héritage du passé socialiste et de la corruption actuelle, ne permettent pas l'établissement d'un tel cadre à une échelle nationale.

Le secteur agricole albanais ne nourrit plus les urbains (ce sont les importations qui sont majoritaires dans l'approvisionnement des villes), le secteur de l'agriculture est essentiellement cantonné à l'autosubsistance, il est source d'exode, se nourrit parfois du travail urbain ou rural étranger, ou des prestations sociales de la ville.

Les relations interpersonnelles, l'importance de la signification de la terre, conjuguées à une absence de crédit, freinent les échanges fonciers et pérennisent la configuration des rapports sociaux de la production agricole actuelle. Les rapports sociaux ne s'encastrent plus dans un cadre national, le secteur agricole gagne en autonomie et en indépendance mais perd en organisation : les circuits de distribution ne fonctionnent plus, tout comme les coopérations permettant d'augmenter les productivités. Les importations de nourriture et l'aide alimentaire vont ainsi remplacer la production locale dans l'approvisionnement de la ville. Quant aux campagnes, la privatisation foncière va entraîner le développement d'exploitations en partie autosuffisantes, et parfois dépendantes des aides sociales. Le monde rural va ainsi devenir dépendant de la ville : dans une certaine mesure, ce n'est plus lui qui le fournit mais l'inverse. Le monde urbain national et international, et le monde agraire international, permettent de fournir des emplois d'appoint, des pensions et des retraites, des revenus de l'étranger qui vont permettre au monde rural albanais de survivre.

Le principal facteur handicapant du développement de ce secteur, comme de celui des autres secteurs économiques albanais, réside dans la relation entre l'individu et l'Etat : leur relation ne permet pas un développement économique efficace, la circulation des informations étant freinée par les échecs de l'Etat, trop faible, capturé (Hellman and Schonberman 2000). La structure sociétale repose sur des réseaux de relations interpersonnelles qui sont les seules sources légitimes d'informations en l'absence de confiance envers l'Etat et ses institutions dérivées. Ce type de relations freine par nature la circulation des informations et le bon fonctionnement d'institutions permettant de centraliser et de diffuser des informations économiques fondamentales pour le développement d'une économie capitaliste. Cette

---

et de libéralisation des femmes très répandues, mais en cas de condamnation, et surtout de condamnation politique, c'est l'ensemble de la famille qui partait en relégation, qui subissait les conséquences de la mauvaise biographie du membre de la famille dans l'attribution des bourses ou l'orientation scolaire des enfants, les épouses devaient divorcer, etc... Une certaine solidarité « négative » s'est ainsi maintenue. Par ailleurs, le discours politique reposait en grande partie sur des métaphores familiales (Enver Hoxha était le père de la patrie albanaise, il était « l'Oncle » de chaque petit albanais), ce qui transférait la solidarité familiale « positive » en loyauté envers le système communiste. Sur le sujet voir : **Fuga, A.** (1998), *L'Albanie entre la pensée totalitaire et la raison fragmentaire*, Paris, L'Harmattan, 199 p.



situation ne permet donc pas le changement comportemental des individus vers la confiance en des informations issus de circuits institutionnels et étatiques. Mais en dehors de l'Etat, le réseau de solidarité sur lequel repose le secteur agricole albanais, que ce soit au niveau du recrutement de la main d'œuvre ou du financement des investissements, ne peut pas permettre le développement d'une économie de marché à grande échelle.

## **Conclusion : Un secteur entre auto-développement et autosubsistance**

Le développement albanais oscille ainsi entre auto-développement et autosubsistance. Il repose sur une dynamique interne autoentretenu en l'absence de politique macroéconomique efficace et ciblée.

- Autosubsistance : la structure agricole des unités de production est modifiée dans ce but, d'où la pluriactivité des exploitations agricoles. Cette situation de survie associée à un sentiment d'isolement entraînent la recherche de sources de subsistance non liée à une terre dont la propriété n'est pas sûre, comme les revenus de l'étranger, ou des activités non agricoles. La continuité du rôle du lopin de terre familial sous le socialisme est recherchée, comme seule garantie de survie pour les paysans. Même si plusieurs types d'exploitations coexistent, la majorité des structures agricoles tendent vers l'autosubsistance, la production pour le marché ou pour les entreprises agroalimentaires commencent tout juste à se développer, et restent pour l'instant cantonnée à des secteurs bien particuliers.

- Auto développement : l'évolution des exploitations agricoles se fait majoritairement en dehors du cadre légal, que ce soit les locations de terres, les crédits inter-exploitations ou les achats d'intrants, ce qui est notamment le fruit de la méfiance des paysans dans leur relation à l'Etat et l'absence de cadre de soutien à l'agriculture : absence d'une politique agricole de soutien aux exploitations, de développement d'un cadre financier avec la mise en place de crédits à long terme, ou plus simplement d'un cadre administratif normal avec la mise en place d'un cadastre et la distribution de titre de propriété généralisée. Cette situation est soutenue et renforcée par l'existence de crédits informels, des trafics et des revenus de l'étranger.

Dans un cadre plus large, l'agriculture n'est pas une priorité nationale, mais sert essentiellement de tampon social, il permet de compenser les difficultés économiques d'une majorité de la population, ce qui mène vers une forme de dualisme économique (Aligica 2003), une sorte d'amortisseur des problèmes de développement, des inégalités et des iniquités. Le développement économique agricole albanais au niveau national n'est donc pas réellement maîtrisé par les puissances politiques, notamment à cause de la déficience d'un niveau intermédiaire qui permettrait de faire le lien entre les niveaux macroéconomiques et microéconomiques.

## Bibliographie

- Aligica, D.** (2003), "Structural constraints: implications of economic dualism for the development and international integration of South Eastern Europe," *Journal of Southern Europe and the Balkans*, 5 (3), December, pp 299-314.
- Bank of Albania** (2004), *Annual Report 2003*, Annual Report, Tirana, March.
- Biba, G.** (2003), "Interprétation théorico-empirique du rôle des institutions sur les transformations rurales en Europe de l'Est : l'exemple de l'application de la réforme agraire en Albanie," *Ruralia*, 12/13.
- Biba, G. and Lerin, F.** (2001), "Ré-interprétation de la transition agricole albanaise à partir d'une perspective institutionnelle," *Options Méditerranéennes - Série B* (28), pp 23-38.
- Biba, H.** (2001), "Transition économique et dynamique de la restructuration de la filière lait en Albanie," *Options Méditerranéennes - Série B* (32), pp 109-132.
- Bourbouze, A. and François, M.** (2001), "Terroirs et fromages en Albanie. Recomposition des filières laitières dans une économie en transition," *Options Méditerranéennes - Série B* (28), pp 177-180.
- Bourdieu, P.** (2000), "Les structures sociales de l'économie", in P. Bourdieu, *Principes d'une anthropologie économique*, Paris, Seuil, pp 233-266.
- Carletto, C., Davis, B., Stampini, M., Trento, S. and Zezza, A.** (2004), *Internal Mobility and International Migration in Albania*, Food and Agriculture Organization of the United Nations, ESA Working Paper N°04-13 42 p.
- Caselli, G. P. and Grid, T.** (2003), "La storia economica albanese 1912-1950 : lo stabilirsi dell'egemonia italiana et il prima tentativa di pianificazione," *Rivista di storia economica*, XIX (1), pp 67-108.
- Champseix, J.-P.** (1996), "Communisme et tradition : un syncrétisme dévastateur", in S. Combe and I. Ditchchev, *Albanie Utopie*, Paris, Autrement.
- Chavance, B.** (1994), *La fin des systèmes socialistes*, Paris, L'Harmattan, 221 p.
- Chavance, B., Magnin, E., Motamed-Nejab, R. and Sapir, J.** (1999), *Capitalisme et socialisme en perspective. Evolution et transformations des systèmes économiques*, Paris, La Découverte, 372 p.
- Civici, A.** (1997a), "Evolution des politiques économiques et agricoles de 1945 à 1995," *Options Méditerranéennes - Série B* (15), pp 15-50.
- Civici, A.** (1997b), "La question foncière et la restructuration de l'économie agricole," *Options Méditerranéennes - Série B* (15), pp 157-169.
- Civici, A.** (2001), "La politique foncière. Composante fragile mais déterminante de la restructuration de l'agriculture albanaise," *Options Méditerranéennes - Série B* (28), pp 111-126.
- Civici, A.** (2003), "Situata dhe niveli i konkurueshmerise se sektorit agro-ushqimor ne Shqiperi". Paper submitted at the conference: *Competitiveness of the Albanian economy and Clustering Initiatives*, Tirana, 24 octobre 2003.
- Civici, A., particulière, E., Shuke, L., Heta, A., particulière, B. and Groppo, P.** (1996), "Evolution des systèmes fonciers en Albanie : la micro-région de Preza (Tirana)" [in line], retrieved from: <http://www.fao.org/sd/LTdirect/LR96/groppo2.htm>, page consultée le 15 janvier 2003.
- Cungu, A. and Swinnen, J.** (1999), "Albania's Radical Agrarian Reform," *Economic Development and Cultural Change*, 47 (3), pp 605-619.
- Dashi, E.** (2001), "Notes sur la privatisation et l'évolution du secteur des pêches," *Options Méditerranéennes - Série B* (28), pp 233-245.
- Dhimitri, J.** (2004), *Protective Structures in Albania*, Vienna Institute for International Economic Studies, Vienna, May, 40 p.

- Direction des statistiques près la commission du plan d'état** (1984), *40 années d'Albanie socialiste*, Tirana, 166 p.
- Economist Intelligence Unit** (1990), "Country Profile: Bulgaria, Albania, 1990-91."
- Elias, N.** (1997), *La société des individus*, Paris, Pocket, 303 p.
- Fuga, A.** (1998), *L'Albanie entre la pensée totalitaire et la raison fragmentaire*, Paris, L'Harmattan, 199 p.
- Gellçi, D.** (2005), *GJAKMARRJA: "Blood Feud" as Social Obligation*, Tirana, Albanian Institute for International Studies (AIIS).
- Granovetter, M.** (2005), "The Impact of Social Structure on Economic Outcomes," *Journal of Economic Perspectives*, Winter.
- Hellman, J. and Schonberman, M.** (2000), "Intervention, Corruption and Capture : The Nexus between Enterprises and the States," *Economics of Transition*, 8 (3), November, pp 545-576.
- Hemel, H.** (2000), *Rural Property & Economy in Post-Communist Albania*, Berghahn Books (USA), 160 p.
- INSTAT** (2002), *Vjetari Statistikor 1991 - 1999*, INSTAT, Tirana.
- INSTAT** (2003), *Shqipëria në shifra*, Tirana, INSTAT.
- INSTAT** (2004), *People and work in Albania*, Tirana, INSTAT.
- INSTAT** (2005), *Shqipëria në shifra*, Tirana, INSTAT.
- Kercuku-Biba, H.** (2003), *Dynamique sectorielle et transition économique en Albanie - Le cas de la filière lait (1990-2000)*, CIHEAM-IAMM, Montpellier.
- Kodderitzsch, S.** (1999), *Reforms in Albanian Agriculture, Assessing a Sector in Transition*, World Bank, Technical paper N°431, Washington, March.
- Kornai, J.** (2001), *La transformation économique postsocialiste, dilemmes et décisions*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 299 p.
- Kristo, I. and Sulçe, S.** (2001), "Quelques caractéristiques des activités de production dans les exploitations agricoles," *Options Méditerranéennes - Série B* (28), pp 95-109.
- Lushaj, S.** (2004), "Albania Report based on Exchange Programme documents provided by Prof. Dr. Sherif Lushaj" [in line], retrieved from: [www.celk.org/country\\_reports/Albania.pdf](http://www.celk.org/country_reports/Albania.pdf), page consultée le 15 mars 2005.
- Marku, M. and Shuke, L.** (1997), "Les transformations structurelles des marchés intérieur et extérieur des produits agricoles," *Options Méditerranéennes - Série B* (15), pp 177-180.
- Marku, S.** (2001), "Développement et dynamique de la filière "légumes"," *options Méditerranéennes - Série B* (28), pp 199-211.
- Maurel, M.-C.** (1993), "Transition structurelle et contrainte socio-politique : quelle issue pour les agricultures d'Europe centrale ?," *Economie rurale* (214-215), mars-juin, pp 12-19.
- Ministry of Food and Agriculture** (2002), *Annual Report 2002*, Ministry of Agriculture and Food, Tirana.
- Ministry of Food and Agriculture** (2003a), *Annual Report 2003*, Ministry of Agriculture and Food, Tirana.
- Ministry of Food and Agriculture** (2003b), *Strategy of Agriculture and Food / Strategjia e Bujqesise dhe Ushqimit*, Ministry of Food and Agriculture, Tirana.
- Mission Economique et Financière** (2006), *L'agriculture et l'élevage en Albanie*, Ambassade de France en Bulgarie, Fiche de Synthèse, Tirana, 13 février, 5 p.
- Motamed-Nejab, R.** (1999), "Le capitalisme et le socialisme : similitudes et différences", in B. Chavance, E. Magnin, R. Motamed-Nejab and J. Sapir, *Capitalisme et socialisme en perspective*, Paris, La Découverte, pp 217 - 247.
- Mustafaj, B.** (1992), *Entre crimes et mirages, l'Albanie*, Paris, Actes Sud, 250 p.
- Nicholson, B.** (2001), "From migrant to micro-entrepreneur: do-it-yourself development in Albania," *South-East Europe Review*, 3, pp 39 - 42.

- Nicholson, B.** (2003), "From Cow to Customer: Informal Marketing of Milk in Albania," *Anthropology of East Europe Review*, 21 (1), Spring.
- Nicholson, B.** (2004), "Migrants as Agent of Development: Albanian Return Migrants and Micro-enterprise". Paper submitted at the conference: *New Patterns of Labour Migration in Central and Eastern Europe*, Cluj Napoca, Romania, 15 – 19 July.
- Papapaganos, H. and Sanfey, P.** (2001), "Intention to Emigrate in Transition Countries : The Case of Albania," *Journal of Population Economics*, 14 (3), pp 491-501.
- Parti du Travail d'Albanie** (1978), *Le Visage de l'Albanie*, Tirana, 8 NËNTORI.
- Pashko, G.** (1991), "The Albanian economy at the beginning of the 1990s", in O. Sjöberg, *Economic Change in the Balkan States : Albania, Bulgaria, Romania and Yugsoslavia*, London, Pinter, pp 128-146.
- Qiriazi, P.** (1999), "L'Albanie, terre d'exclusion, pays d'espérance," *Les travaux du CARTA*, pp 78-85.
- Schreiber, T.** (1978), *L'Albanie, évolution politique, économique et sociale*, Paris, La Documentation Française, 121 p.
- Sivignon, M.** (1995), "La population albanaise : une ère nouvelle," *Méditerranée*, 1-2, pp 47-52.
- Sjöberg, O.** (1991a), "The Albanian economy in the 1980s : coping with a centralised system", in O. Sjöberg, *Economic Change in the Balkan States : Albania, Bulgaria, Romania and Yugsoslavia*, London, Pinter, pp 109-127.
- Sjöberg, O.** (1991b), *Rural change and development in Albania*, San Francisco, Oxford, Westview Press, 199 p.
- Sjöberg, O.** (1994), "Rural retention in Albania: administrative restrictions on urban-bound migration," *East European Quaterly*, 28 (2), pp 205-223.
- Stan, S.** (2005), *L'agriculture roumaine en mutation*, Paris, CNRS édition, 218 p.
- Vaughan-Whitehead, D.** (1999), *Albania in Crisis, the Predictable Fall of the Shining Star*, Cheltenham, Edward Elgar, 360 p.
- Vickers, M. and Pettifer, J.** (2000), *Albania: From Anarchy to a Balkan Identity*, New York, New York University Press, 326 p.

# Sommaire

<b>Section 1 : L'isolation albanaise sous la période socialiste.....</b>	<b>2</b>
1 La période présocialiste : des conditions de départ hétérogènes selon les régions .....	3
a/ Un monde rural fortement marqué par la domination ottomane .....	3
b/ Une société rurale semi-féodale conservatrice.....	4
2 Le paradoxe du socialisme albanais : le renforcement du rôle du lopin familial dans un contexte de concentration des coopératives .....	5
a/ Les étapes d'une collectivisation « jusqu'au boutiste » .....	5
b/ L'échec de la politique agricole intensive.....	7
<b>Section 2 : La force d'inertie du monde rural pendant la chute du communisme.....</b>	<b>9</b>
1 La désorganisation de la fin du dernier régime communiste en Europe.....	9
2 La loi sur la privatisation foncière et ses enjeux électoraux .....	11
3 La réalité de la privatisation foncière : entre tradition et légalité.....	13
<b>Section 3 : Le secteur agricole depuis 1990: une restructuration inachevée .....</b>	<b>15</b>
1 L'absence de cadre macroéconomique efficace .....	15
2 Les conséquences de la privatisation de 1991 : une restructuration non contrôlée .....	16
a/ L'importance de l'agriculture albanaise dans l'économie du pays.....	17
b/ La déconnexion du secteur de l'agroalimentaire .....	18
3 Le nouveau cadre de contraintes de l'agriculture.....	19
a/ La réorientation de la production agricole vers la consommation.....	19
b/ La faible marge décisionnelle des exploitants agricoles.....	22
4 L'absence de restructuration d'un niveau intermédiaire efficace.....	23
<b>Conclusion : Un secteur entre auto-développement et autosubsistance .....</b>	<b>25</b>